

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

## Maurice CHAMBELLAND HOMMAGES

*de F. CHARBIT - J. PÉRA - J.-D. MARTINET  
J. MAITRON - G. WALUSINSKI - R. HAGNAUER  
N. FAUCIER - G. LEFRANC*

Un mois après le 17 mai

*par Raymond GUILLORÉ*

Au soleil de juin 36

*par Maurice LIME*

Le front populaire de demain

*par Maurice LABI*

La fin d'un monopole

*par Robert LOUZON*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F

Un an . . . . . 20 F

EXTRÉRIEUR

Six mois . . . . . 13 F

Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« Révolution prolétarienne »

21, rue Jean-Robert, Paris (18<sup>e</sup>)  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCE

Les mardis, jeudis, samedis,  
de 15 h à 18 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 517 - Juin 1966

Maurice CHAMBELLAND : Un militant exemplaire . . . . .	F. CHARBIT
Un grand copain . . . . .	J. PERA
Hommages de quelques amis (J.-D. Martinet, J. Maitron, G. Walusinski, R. Hagnauer, N. Faucier, G. Lefranc) . . . . .	
Trente ans après juin 36, un mois après le 17 mai . . . . .	R. GUILLORÉ
Autogestion ? . . . . .	J. P.
Le front populaire de demain . . . . .	M. LABI
Au grand soleil de juin 36 . . . . .	M. LIME
Parmi nos lettres : Grève des médecins ? . . . . .	
Grèves de marins . . . . .	J. PERA
Notes d'Economie et de Politique : La fin d'un monopole. — Le rôle historique de M. de Gaulle . . . . .	R. LOUZON
Les néo-colonialistes s'affrontent . . . . .	
L'évolution du capitalisme (suite) : Conséquences de la propriété impersonnelle . . . . .	P. RIMBERT
Une excellente émission . . . . .	
A travers les livres : Les torturés d'El Harrach (R. G.). — L'Algérie caporalisée (Jean Teilhac) . . . . .	
L'assemblée générale de la coopérative : Les Editions Syndicalistes . . . . .	
Ceux qui s'en vont : Joseph Bracops . . . . .	

## ENTRE NOUS...

Le numéro de juin 1966 est dominé par deux sujets dont l'un était prévu, mais point l'autre qui est la disparition de Maurice Chambelland. Plusieurs camarades apportent témoignage de l'affection et de l'admiration qu'ils ont eues pour le militant de grande classe et camarade excellent que fut toujours ce dernier. Ceci est peu. Nous aurions aimé faire plus : un livre peut-être. On nous excusera de ne pas avoir fait tout de suite ce qui exigeait du temps.

\*\*\*

S'il nous a été facile en 66 de prévoir l'anniversaire de juin 36, il n'en a pas été de même pour ce qui fut l'événement lui-même. Jetons un coup d'œil sur notre numéro 224, daté du 10 Juin 1936. Visiblement ce numéro a été refait aux derniers jours, pour être actualisé. Il commence par une citation en exergue, de Renan : « Le génie collectif des masses silencieuses est la source de toutes les grandes choses. »

Puis vient une introduction, sur toute la largeur de la page, en gros caractères, en 12.

« Ce dernier numéro est mis sous presse alors que se déroule le plus formidable mouvement d'action directe qu'ait jamais mené le prolétariat français.

« Il faut remonter à l'action du 1<sup>er</sup> Mai 1906 pour les huit heures pour en trouver presque l'équivalent. Et encore cette dernière avait-elle été longuement préparée pendant près de deux ans, alors que le mouvement actuel a été immédiat et spontané.

« ...Tous les articles de ce numéro qui ont trait au conflit, ont été écrits dans les tout premiers jours du mois, alors que le conflit était encore limité à la métallurgie ou commençait à peine à déborder sur les autres corporations.

« ...Depuis lors il a été impossible à nos camarades parisiens d'écrire une seule ligne, tous leurs instants étant pris par le travail écrasant d'organisation et de négociation qui s'est abattu instantanément sur tous les militants syndicaux... »

L'article qui suit immédiatement (de Finidori) est

intitulé, en capitales de 24 : VIVE LA GREVE ! Il est suivi par la grande étude, qui a été, depuis, reproduite dans bien des publications, de S. Galois (Simone Weil) intitulée « La vie et la grève des ouvrières métalliques » et qui commence par ces mots significatifs : « Enfin on respire ! »

Par ces seules indications on peut juger de ce que fut, sur le moment, l'attitude des syndicalistes de la R.P. Hélas cette attitude si saine, si compréhensible, qui paraît toute naturelle aux gens qui n'ont pas connu le mouvement (et qui sont tous les moins de quarante ans), cette attitude n'a pas été celle de tous les syndicalistes. Pour n'en nommer qu'un, on se souvient de Belin, un des secrétaires de la C.G.T. réunifiée, arrivant à la Bourse du Travail affolé disant à tous : Nous sommes débordés ! Il faut freiner !

Il révélait ainsi un état d'esprit qui devait le mener... là où il est allé : au gouvernement de Pétain. Car il ne faut pas oublier que Juin 40 est une des conséquences de Juin 36, ou plus exactement du Front populaire de 36. Ce « Front » en effet a été caractérisé par le fait que d'une part les éléments ouvriers, syndicalistes, sont allés de l'avant, mais que les éléments politiques, Blum et surtout Daladier ont tout fait pour rassurer les capitalistes. Or ces derniers avaient eu une telle frousse qu'ils ne virent plus de salut que dans les exemples fascistes de Mussolini et d'Hitler et furent tout près, le moment venu, à capitulation et collaboration.

On voit qu'en Juin 36, rien en nos cœurs ne nous exposait au danger que nous venons de décrire. Notre numéro de Juillet encore, est caractéristique. Le leader est de Pierre Monatte : « La classe ouvrière reprend confiance en elle. » Puis vient un bilan, par corporations : « Le mouvement gréviste et ses victoires » par Roy, Charbit, Deveaux, Thévenon, A. Montégudet, Barrué, Laplagne, Leblanc.

Les jeunes camarades peuvent être tranquilles. L'esprit de 36, qui est l'esprit syndicaliste de toujours, vit toujours à la R.P.

Ne l'oubliez pas et faites lui des abonnés !

# Maurice CHAMBELLAND

## UN MILITANT EXEMPLAIRE

Après Monatte et Rosmer, un des principaux fondateurs de la « Révolution prolétarienne », Maurice Chambelland, vient de mourir à l'âge de 65 ans, à son domicile, 24 avenue Duquesne.

Ses obsèques ont eu lieu le 28 mai au columbarium du Père-Lachaise.

L'intimité demandée par la famille a été respectée. Cela a empêché de très nombreux camarades de témoigner de la haute estime que le disparu avait su acquérir chez tous ceux qui l'avaient approché.

Mais à la « R.P. » nous ne pouvons laisser partir ce militant exceptionnel sans rappeler la place éminente qu'il a occupée dans le mouvement syndical et tout particulièrement dans notre « noyau » où il fut le principal collaborateur de Monatte durant toute la première période de notre revue, c'est-à-dire depuis notre rupture en 1925, d'avec la bolchevisation jusqu'à la guerre de 39. Particulièrement doué, Chambelland a brillé partout où il est passé comme journaliste, comme comptable, comme correcteur.

Et Monatte a tout de suite flairé le précieux militant quand, en 1921, il publia en tête de « la Vie Ouvrière » le premier article que cet inconnu lui avait envoyé d'Epinal. Celui-ci, à peine âgé de 20 ans, remplissait depuis peu, les fonctions de trésorier - adjoint de l'Union des Syndicats des Vosges. Auparavant il avait tâté de la carrière administrative dans les Contributions indirectes. Mais on avait eu vite fait de lui faire comprendre qu'un petit « rat de cave » n'avait pas à faire savoir le mal qu'il pensait du préfet du département.

Or les conceptions défendues par Chambelland et sa collaboration à la « V.O. », qui était alors le principal organe de la minorité de la C.G.T., n'étaient pas du goût du secrétaire général de l'Union des Syndicats des Vosges, défenseur de la majorité confédérale. Au bout de quelques mois Chambelland se trouva à nouveau « sur le sable ». L'espoir de gagner sa vie dans la région était faible : il s'était fait repé-

rer par le patronat de la région au cours des grèves du textile.

C'est alors que survint la scission syndicale et la fondation de la C.G.T.U. Monatte qui avait lutté de toutes ses forces pour maintenir l'unité de la C.G.T., ne voulut plus conserver la direction de la « V.O. » ; il la passa à Monmousseau, croyant que celui-ci la maintiendrait dans la voie de l'indépendance du syndicalisme, principalement à l'égard du parti communiste. Et pour suppléer à l'insuffisance de Monmousseau, il fit venir Chambelland d'Epinal.

L'attelage ne tint pas longtemps. Au bout de quelques semaines Chambelland publia un article fracassant, intitulé : « Trahison et rupture », où il dénonçait les manœuvres tentées à ce moment par le tandem Cachin-Frossard pour rompre avec la Troisième Internationale en s'appuyant sur des éléments syndicaux. Monmousseau, toujours très opportuniste, désavoua Chambelland, qui dut à nouveau chercher un autre emploi.

Nous sommes en 1922. Moscou, à ce moment-là, c'est surtout Lénine et Trotsky. Et ceux-ci pensaient qu'en France, seuls les syndicalistes révolutionnaires étaient qualifiés pour constituer l'épine dorsale d'un véritable parti communiste. Des démarches multiples étaient faites auprès de Monatte. Il finit par consentir, après la

plupart de ses amis, à donner son adhésion.

Et c'est ainsi qu'après le départ de Frossard et la soumission de Cachin, on fit appel à Rosmer pour diriger « l'Humanité » et à Monatte pour former l'équipe de rédacteurs du mouvement social. Chambelland fut, naturellement, le premier appelé et l'on peut dire qu'il se fit vite apprécier dans ce métier qui lui plaisait parce qu'il le mettait en contact avec les militants syndicaux et lui permettait de suivre les multiples manifestations de la vie ouvrière, les assemblées, les congrès, les grèves...

Hélas ! l'euphorie fut de courte durée, et dès les premières manifestations du stalinisme nous avons estimé que notre place n'était plus



Au congrès de la C.G.T à Nantes en 1938

dans le journal qui allait soutenir cette entreprise. Chambelland fut le premier à envoyer sa démission, en mai 1924. Et toute l'équipe Monatte-Rosmer suivit.

Mais ce n'était pas pour abandonner la lutte. Dès le début de janvier 1925, nous lançons le premier numéro de la « R.P. », ce qui rompit nos liens, relativement récents, avec la Troisième Internationale.

Or, tout au moins pendant la première série de notre publication qui va jusqu'au début de la guerre de 39, Chambelland fut, presque sans interruption, la cheville ouvrière de notre « noyau ». Doué d'une puissance de travail peu commune, il ne se contentait pas d'écrire des articles, toujours en liaison avec la vie du mouvement syndical, la confection de chaque numéro, sa mise en pages, sa correction, les besognes administratives lui prenaient une grande partie de son temps, bien qu'il ait obtenu la collaboration de tous les membres de sa famille : femme, sœur, fille, toutes gagnées par son dynamisme.

Son intense activité à la « R.P. » (activité bénévole, il faut le répéter, qui demeure la règle dans notre revue) se doublait d'une action militante, d'abord dans la C.G.T.U. où il était considéré sans partage comme le chef de la minorité, et le principal adversaire de la « bolchevisation » des syndicats. Aussi, ni ses articles, ni ses interventions dans les congrès ne laissaient indifférents les dirigeants stalinisés qui, après l'avoir dénoncé en vain comme un contre-révolutionnaire, en firent un membre de leur commission exécutive confédérale, sans parvenir à faire fléchir son opposition à leurs méthodes et à leur politique.

Opposition qui était devenue particulièrement efficace quand fut constitué le « Comité des 22 » (comité de propagande pour l'unité syndicale, formé de militants de la C.G.T., de la C.G.T.U. et des autonomes), dont l'organe fut l'hebdomadaire « Le Cri du Peuple » où encore Chambelland joua un rôle de premier plan.

Il fallait aussi, bien sûr, gagner sa vie, et Chambelland dut souvent changer de métier. Tantôt comptable, tantôt correcteur d'imprimerie, on peut dire qu'il a excellé dans ces deux professions, comme il avait excellé dans le journalisme ouvrier.

## UN GRAND COPAIN

Il me semble bien que la première fois que j'ai vu Chambelland, ça a été au Congrès communiste de 1922, à la Grange-aux-Belles, au cours d'une de ces interminables séances (1) qui marquèrent l'agonie d'un temps où il y avait encore liberté de discussion.

A un bout de table il y avait les coloniaux : Louzon (Tunisie) qu'on n'a pas besoin de présenter, Nguyen Ai Quoc, qui est devenu Ho Chi Minh, Larribère (Oran) qui, après avoir été des choses beaucoup plus importantes dans « le Parti » a été député à l'Assemblée Constituante, et moi-même (Alger).

A cette table vinrent serrer les mains de Louzon — seul militant alors connu — quantité de personnes toutes nouvelles pour moi : Monatte, Lafont (le député), Dormoy (l'assassiné de Doriot), d'autres encore parmi lesquelles un beau jeune homme qui, reconstitution mémoriale faite, ne pouvait être que Maurice Chambelland.

\*\*\*

La rencontre véritable eut lieu quai de Jemmapes,

Le syndicat parisien des correcteurs en avait fait son secrétaire à l'époque agitée de 36. Et dans cette corporation, où les luttes de tendances sont souvent très vives, il avait su se concilier toutes les sympathies, comme il avait su s'imposer au patronat de la presse, pourtant habitué à traiter avec des militants avertis et habiles.

\*\*\*

L'on sait que lorsque survint la guerre de 39, plutôt que de se soumettre à la censure ou d'aller au devant d'une interdiction, la « R.P. » a suspendu sa parution, pour ne reparaitre qu'en avril 1947, après que, la guerre finie, l'autorisation préalable de la presse eut été vue. Chambelland est, naturellement, toujours du « noyau ». Et sa collaboration est tout aussi précieuse... jusqu'en 1951 où des désaccords avec quelques camarades l'éloignent de la R.P.

Mais Chambelland ne reste pas inactif. Il est trop lié au mouvement syndical pour se désintéresser de son évolution. C'est alors qu'il anime le cercle Pelloutier et le Cercle Zimmerwald, ce dernier surtout qui a donné l'occasion de maints débats fructueux.

Et puis, discrètement, il a créé, sans publicité aucune, une « solidarité syndicale » qui lui a permis de soulager bien des infortunes parmi de vieux militants.

Plus discrètement encore, et après avoir fait beaucoup lui-même, il s'adressa à des amis sûrs pour permettre à Monatte de prendre quelque repos. Chaque fois il était entendu.

\*\*\*

Dans la R.P. de janvier 1951 consacrée aux 70 ans de Monatte, Chambelland avait écrit : « En venant à Paris j'avais fait fortune : j'avais acquis l'amitié de Pierre Monatte ». Cette amitié ne se démentit jamais et se fortifia au cours des ans.

Les dernières années de la vie de Monatte furent entourées de toute la sollicitude affectueuse de Chambelland, au point que Monatte me confiait peu de temps avant sa mort : « Si j'avais eu un fils, il n'aurait pas pu faire pour moi plus que ne fait Chambelland ».

F. CHARBIT.

dans le deux-pièces, en hauteur (on communiquait par un trou dans le plancher) de l'ancienne « V.O. », fille chérie de Monatte, devenue jeune « R.P. ».

Ayant fait, durant l'été 1924, un voyage dans les Balkans, j'avais rédigé un petit reportage que j'avais envoyé, à tout hasard, à Monatte, qui venait de faire paraître le premier numéro de la « R.P. ». Ça parut dans les numéros 2 et 3. Et c'était signé Péra (2).

En même temps, Monatte m'invitait à assister

(1) Il y eut ainsi une nuit sans aucune pause, à la fin de laquelle tous les gens s'excitèrent, se passionnèrent les uns contre les autres, afin de déterminer laquelle des « tendances » (Droite, Centre ou Gauche) avait « insulté la mémoire de Jaurès », ce que personne n'avait fait.

(2) Péra étant un quartier de Constantinople, le pseudonyme allait à quelqu'un qui revenait de là-bas. Mais, par la suite, Monatte ayant continué à m'appeler publiquement ainsi, ça m'est resté, sans que personne l'ait cherché.

aux réunions du noyau, quand je pourrais. Habitant alors Alger, je ne pus guère le faire qu'en 1925. Le camarade invité que j'étais (je ne fis partie officiellement du noyau qu'en 1927) fut alors frappé par le grand talent d'un jeune : Chambelland. Bonne doctrine, idées claires, exprimées avec grande facilité.

Avec de telles qualités, il n'est pas étonnant que ce jeune homme (25 ans) se soit vu charger par Monatte de tout le travail dont Monatte lui-même devait peu à peu se décharger, à la « R.P. ». En fait, il devint « cuisinier ».

Puis vint le « *Cri du Peuple* », hebdomadaire. Chambelland eut alors sur les bras les deux rédactions. Et ce fut une période où on ne le vit guère quitter le petit local de la « R.P. », rue du Château-d'Eau. On put alors admirer la facilité avec laquelle il accomplissait son travail : il s'exprimait par écrit aussi facilement que par la parole, ce qui, s'agissant de lui, est beaucoup dire. J'admiraient d'autant plus que, pour moi, la rédaction a toujours été pénible.

— J'admire. Et je voudrais bien faire comme lui, dis-je un jour à Monatte.

— Garde-t-en bien. Ce n'est pas donné à tout le monde ! En général, la copie qu'on fait comme on pisse, ce n'est pas de la bonne copie.

\*\*\*

A côté des qualités de l'esprit, il y a, comme on dit, les qualités du cœur. C'est un mot qui ne me plaît guère. Disons : les qualités de camaraderie, le sentiment de solidarité fraternelle.

En 1923, Finidori sortit de Barberousse, la fameuse prison d'Alger, condamné à dix ans de bannissement du territoire français, pour avoir aidé à la constitution de la C.G.T. tunisienne. La peine de bannissement a ceci d'ennuyeux que si le condamné est surpris en territoire français, la peine est automatiquement, sans aucun procès, transformée en détention, avec doublage. C'étaient donc vingt ans de prison qui attendaient Fini, s'il n'avait pas de chance — car bien entendu il n'avait pas l'intention de rester là où la police l'avait déposé à sa sortie de prison : le pays de la trique, l'Italie fasciste. Fini gagne donc, au plus tôt Paris qu'il ne connaissait pas et s'adresse à Chambelland, qu'il ne connaissait pas non plus. En un temps court, joignant la débrouillardise à la camaraderie, Chambelland trouve un dépannage. (Ce n'était pas, à la vérité, bien fameux, mais ça a été). Il y a des « Résistants » qui croient qu'ils ont inventé la « clandestinité » !

\*\*\*

C'est le moment de dire un mot de ce qui fut pendant plusieurs années le foyer de la « R.P. », de dire un mot de « la mère Caviolle ».

Madame Caviolle était une ouvrière de la couture qui, ne pouvant plus tenir l'aiguille, s'était mise à prendre des pensionnaires dans son petit logement de la rue du Vert-Bois, rue où il n'y a plus ni bois ni verdure et où le petit logement était bien sombre. Mais il ne fut pas sombre en amitié et camaraderie, car il arriva que ce devint, tous les midis, pour les camarades, non seulement un lieu de repos, mais un *foyer*. Et les gens de la « R.P. » purent dire « la mère Caviolle » un peu comme on dit « la Mère des Charpentiers ».

J'ai longtemps cru que c'était Chambelland qui avait découvert la mère Caviolle. Mais Finidori me dit que non, que c'est lui, Fini, qui est au véritable commencement. En tous cas c'est Chambelland qui eut l'idée de faire de cette réunion une

*coopérative*, afin que Mme Caviolle échappe largement à l'impôt. (Chambelland a toujours été à son aise dans la forêt des textes qui nous régissent et étouffent.)

Tous les gens de la « R.P. » se rencontraient là, je l'ai dit : Chambelland et Finidori, quotidiens, Charbit souvent, parfois Monatte, Louzon, Hagnauer, Daniel Guérin, les dockers Engler et Bour (taireur de la mère Caviolle pour la bouteille de vin), Léger, Lancia, Maupieux (qui faisait Paris-Brest à vélo, Poulet, Geslin, le père Petit (un ancien de la charpente en fer), Simone Weil, Louise Chambelland, épouse de Maurice ; et la jeune sœur de celui-ci, Hélène : une jeune fille tout à fait charmante et qui devait épouser Croze, un jeune qui paraissait fort timide et qui s'était mis à nous fréquenter avant même d'être libéré de son Ecole polytechnique.

Au temps du *Cri du Peuple*, il y eut aussi, à cette table étonnamment extensible, des gens du Comité des 22, dont Chambelland était un animateur important. En sorte que, pendant un temps assez long, les camarades syndicalistes ont formé un groupe d'amitié et de solidarité absolument réel. Après la disparition de l'irremplaçable hôtesse (3), les contacts furent plus espacés, et ce fut moins bien.

Après la guerre, on se retrouva. Chambelland reçut le noyau de la « R.P. » (on pourrait dire le vieux noyau de la nouvelle « R.P. ») dans un bel appartement du quartier des Invalides. (Il s'était mis à faire de la comptabilité et avait bien réussi, ce qui n'étonnera personne. Il avait même pu ouvrir un cabinet, qui marchait très bien.)

Dans les années qui suivirent un moment vint où sa collaboration à la « R.P. » cessa d'être active, mais non sa vie militante, puisqu'il fonda le *Cercle Zimmerwald* dans lequel les camarades syndicalistes de la « R.P. » eurent toute la place qu'ils pouvaient désirer et où ils purent en somme s'aérer un peu, prendre des contacts hors de leur cadre propre, un peu particulier.

Au cours de ces années, Maurice et Louise Chambelland eurent la satisfaction de voir leur fille Collette réussir brillamment ses études littéraires. Elle est aujourd'hui bibliothécaire du *Musée social*, rue Las-Cases. Extrêmement avertie de tout ce qui touche aux socialismes, elle administre là une quantité impressionnante de documents relatifs au mouvement ouvrier, souvent introuvables ailleurs.

En ces années encore, une des caractéristiques de Chambelland fut sa fidélité aux anciens camarades, notamment Rosmer et Monatte. Des deux c'est le moins âgé, Monatte, qui est parti le premier. Jusqu'à son dernier jour, au sens propre du mot, en son petit logement de Vanves, le vieux « chef porion », selon une expression que Chambelland aimait rappeler (4), eut la chaude amitié de celui qui n'avait jamais cessé d'être son jeune « galibot ».

J. PÉRA.

(3) Madame Caviolle est morte en 1934 sans avoir connu, je crois, un jour de repos, sauf ceux de sa dernière maladie, assez brève heureusement.

(4) En 1922, l'équipe syndicaliste de l'*Humanité* s'était beaucoup intéressée à une grève de mineurs déclenchée dans le Nord par le syndicat unitaire. A cette occasion, le journal confédéré *Le Peuple* a cru bon d'ironiser sur « le chef-porion Monatte et ses deux galibots ». (Entendez Chambelland et Charbit.)

# HOMMAGES DE QUELQUES AMIS

## De Jean-Daniel MARTINET :

Maurice Chambelland, c'était un frère aîné. Je n'ai connu que par oui-dire sa pleine activité militante, à la C.G.T.U. et au « Cri du Peuple ». Mais jamais je n'oublierai les réunions du « Noyau » chez les Chambelland durant l'occupation et après 1945, l'atmosphère d'union, de dignité et de simplicité dont il était, avec Louise, l'animateur. Chez eux, les camarades dans le besoin rencontraient toujours le réconfort et l'aide la plus naturelle et la moins apprêtée.

C'est avec la plus grande discrétion qu'il s'est retiré peu à peu de l'action, l'aggravation de son état de santé allant de pair avec sa conviction de notre impuissance à mordre sur les événements. Il avait gardé toutefois un vif intérêt pour l'histoire du syndicalisme révolutionnaire, et ce n'est pas l'effet du hasard de voir Colette Chambelland continuer et élargir une œuvre d'archiviste fidèle du mouvement ouvrier, à laquelle il aurait aimé consacrer la fin de sa vie.

Ses conversations avec Rosmer témoignaient de ses dons réels d'historien engagé, lucide et honnête.

Sa longue maladie et sa disparition privent le syndicalisme d'un des meilleurs témoins de la C.G.T.U. des premières années. Elles nous privent infiniment plus en la personne d'un ami.

\*\*

## De Jean MAITRON :

Pierre Monatte, Alfred Rosmer. Et aujourd'hui Maurice Chambelland... J'ai dit ou tenté de dire ce que je devais aux deux premiers. Je voudrais pouvoir exprimer ce que Maurice représenta pour moi quand je fis sa connaissance, il y a quelque vingt ans.

C'était le temps où, aux lendemains de la seconde guerre mondiale, éœuré des événements et des hommes, je m'étais accroché à cette bouée de sauvetage, l'histoire, l'histoire du mouvement ouvrier et, plus spécialement, l'histoire de l'anarchie dont un dogmatisme à courte vue m'avait appris qu'il s'agissait là de contre-révolution. Résolu d'y aller voir de plus près, je travaillais depuis longtemps déjà, moins séduit par les doctrines que par les hommes, par certains d'entre eux du moins, quand je me familiarisai avec le courant syndicaliste révolutionnaire et ses militants...

De Maurice Chambelland, mes deux souvenirs les plus marquants sont très certainement ceux des premières rencontres, des premiers échanges, des premiers projets.

Je le vis tout d'abord chez lui, en ce 24 avenue Duquesne qui m'apparut un peu comme l'ébauche de la maison du souvenir dont je rêvais, dont je rêve encore pour le mouvement ouvrier français. Rien de plus éloigné de l'esprit des syndicalistes révolutionnaires en général, de Maurice Chambelland en particulier que d'adorer le passé. Par contre, un profond respect pour tout le patrimoine du mouvement, ce qui conduisit Maurice à conserver méthodiquement, affectueusement, comme souvenirs de famille, imprimés de l'Internationale et de la Commune, dessins originaux de Steinlen, brochures de Pouget, de Delesalle, de Charles Benoit... lettres du père Mougeot, le « passeur » de Clara Zetkin en 1920, collection des 352 numéros photocopiés — seule collection complète existant en France — de la *Ville* du coiffeur anarchiste spinozien Victor Loquier.

En cette maison si familièrement accueillante, vivaient trois êtres qui vibraient d'un même cœur, dans une parfaite indépendance de jugement et sans une ombre de conformisme pour un même passé, un même présent, un même avenir. En ce haut-lieu du mouvement ouvrier, Louise, Colette, Maurice, trois amis, au sens profond du terme.

Des trois, Maurice était certainement le plus jeune, le moins marqué par la vie, lui qui, pourtant, avait été au cœur des plus durs et des plus mesquins affrontements. Et c'est sa générosité native, son optimisme presque enfantin qui me frappèrent dès l'abord. J'eus l'occasion, bien souvent, de les apprécier mais, pour la première fois, au cours du mois d'août 1950, aux Sables-d'Olonne, qui permit la fréquentation quotidienne de nos deux familles.

J'avais apporté ma thèse dactylographiée et Maurice me demanda de la lire. Chaque matin, lorsque nous nous retrouvions sur la grande promenade, devant la mer, je distinguais de loin son bon sourire et, à peine étions-nous réunis que déjà il commentait avec une joie passionnée ce qu'il avait lu depuis la veille. Je n'ai pas la fatuité de croire que mes écrits ne peuvent susciter des critiques, mais je fus sensible à cet enthousiasme juvénile. Qu'on ne se méprenne pas sur les adjectifs « enfantin » et « juvénile » qui viennent sous ma plume. Ils conviennent parfaitement, je crois, pour caractériser cette fraîcheur d'âme qui était celle de Maurice à la cinquantaine et qui savait se concrétiser en vues très pratiques. Alors que je me débattais pour trouver mille souscripteurs, Maurice m'offrit aussitôt, et la publicité gratuite de la *R.P.* et l'achat par ses soins de 150 exemplaires, affirmant qu'il faisait là un bon placement et que cette première édition, rapidement épuisée, serait recherchée à prix élevé. Ce qui se réalisa d'ailleurs. Faut-il dire que Maurice Chambelland n'en tira aucun profit ?

Que de projets nous ébauchâmes en cet été 1950 : confection en commun d'un album *Au temps des bombes*, histoire de la C.G.T.U. par les soins de Maurice, que sais-je encore... Des débuts de réalisation suivirent et, si l'album, faute d'éditeur, ne vit pas le jour, du moins l'illustration de *Ravachol* de la collection « Archives » est-elle le fruit de notre collaboration. Quant à l'histoire de la C.G.T.U., sans doute n'est-elle pas écrite, mais, du moins, un important matériau a-t-il été rassemblé que Colette, sans doute, utilisera un jour...

Chacun sait, dans les milieux de la *R.P.* que Maurice, à l'exception de maint syndicaliste révolutionnaire, se révéla un réalisateur de premier plan dans le domaine des affaires. Il connut une brillante réussite financière et cela doit être dit ici je crois, pour marquer combien le syndicalisme militant de ces hommes, générateur d'une vie si enrichissante spirituellement mais si appauvrissante matériellement, surtout lorsqu'il se situe à contre-courant, combien ce syndicalisme fut un acte gratuit. Rien dans les derniers moments de Maurice, dans ses obsèques, dans le faire-part n'évoqua cette réussite et ce fut bien ainsi car c'est pour quelque chose de plus essentiel qu'il avait vécu. Il le rappela lui-même au cours des dernières semaines de sa vie... Dans son demi-coma libérateur — répondant à quel mystérieux cheminement de pensée ? — un cri sortit de ses lèvres, le cri de Louise Michel, le cri d'Emile Henry, défi à l'injustice et à la contrainte : Vive l'Anarchie !

Monatte nous quitta en juin, Rosmer et Maurice

Chambelland s'en allèrent en mai, mois symboliques. Face à la désespérance des événements, ces hommes furent la jeunesse et l'espoir. En des temps très sombres, c'est grâce à eux et à leurs semblables que le mot « socialisme » a conservé un sens. Ils resteront comme le trait d'union entre un passé romantique où l'on crut que la Sociale s'édifierait dans la facilité et l'euphorie et un futur égalitaire et libertaire que les travailleurs, dans l'unité et la diversité, réaliseront au prix de persévérants et intelligents efforts.

Maurice Chambelland, par sa générosité et sa jeunesse de cœur, demeurera comme un bon artisan des luttes sociales des temps ingrats. Il a sa place dans l'histoire ouvrière et son exemple stimulera de nouvelles générations de militants.

\*\*\*

### De Gilbert WALUSINSKI :

C'est discrètement et bien avant son heure que notre ami Chambelland nous a quittés. Discrètement, il ne pouvait agir autrement, fidèle en cela non à une conduite qu'il s'imposait, mais à une tendance qui lui était naturelle. Voilà presque vingt ans que j'ai fait sa connaissance (avant la guerre j'avais seulement lu ses articles de la R.P.) et je n'ai qu'un regret : ne pas l'avoir connu plus tôt. J'ai aimé qu'il ait écrit, dans le numéro de la R.P. consacré aux soixante-dix ans de Monatte (un numéro qui fut vraiment son œuvre et qu'il avait conçu comme un témoignage de reconnaissance) : « En venant à Paris, j'avais fait fortune : J'avais acquis l'amitié de Pierre Monatte. » C'est au cours de réunions qui se tenaient au domicile des amis Chambelland que, moi aussi, j'ai fait fortune : en connaissant Monatte, Rosmer, Chambelland pour ne citer que ces disparus que nous ne sommes pas près d'oublier...

Comment d'ailleurs les séparer dans le souvenir ? Pour Chambelland, la fidélité à l'égard de ses anciens trouvait mille façons discrètes et utiles de se manifester. Pas de l'amitié en paroles, mieux, de l'amitié en actes.

Nous savons que la révolution a également besoin de meneurs et d'administrateurs. Nous savons encore mieux qu'il faut se méfier des administrateurs chez qui ne subsiste plus rien de la chaleur qui anime justement les meneurs. Rappelez-vous la péroraison du discours de Monatte au Congrès de la C.G.T. de 1919 ; citant ce que Renan disait de Judas : « l'administrateur avait tué l'apôtre en lui », Monatte visait juste et certain administrateur plus du tout apôtre en prenait pour son grade. Ce n'est certes pas diminuer l'exemplarité de la vie de Chambelland que dire : c'est à l'école de Monatte qu'il l'a menée. Pouvait-on avoir meilleur maître, meilleur ami au sens le plus complet du terme ?

De mes premiers contacts avec les camarades de la R.P. j'ai gardé le souvenir très vif de l'administrateur parfait qu'était Chambelland. C'est à partir de ce sérieux qu'on peut construire une action en profondeur.

Je retrouve ce sens de l'action réfléchi dans un des premiers (sinon le premier) articles de Chambelland dans la R.P. Dans le numéro 9 (septembre 1925), sous le titre « la C.G.T.U. et la stratégie des grèves », il épinglait cette perle : « Le congrès affirme avec force la similitude existant entre la guerre des classes et la guerre militaire ». Se méfiant instinctivement des théories aussi vaines que trop générales, notre ami voyait clairement, dès cette époque, le danger de cette assimilation, l'acceptation qu'elle entraîne de l'obéissance à des chefs qui trahissent toujours.

Pour ceux qui, comme Chambelland ont eu vingt ans au moment de la Révolution russe, l'actua-

lité d'aujourd'hui devait paraître amère. Mais l'apparence du succès n'est pas ce qui compte. Ce qui fait une belle vie, c'est la rectitude du sillon qu'elle trace, même si l'histoire paraît l'effacer. Même quand tous les amis de Chambelland auront disparu, il restera que son sillon aura été bien tracé ; l'action discrète et ferme de ce bon compagnon ne sera plus sensible mais elle sera encore utile.

Il est vrai que tout ceci, c'est ce que nous recommandons de penser la sagesse et que ce n'est pas facile d'être sage. L'ami, désormais, nous manquera toujours.

### SA DEMISSION DU P.C.

Citoyen secrétaire,

Il faut plier ou partir dit l'extraordinaire résolution des secrétaires fédéraux parue dans l'Humanité de ce matin.

Comme je n'ai pas l'intention de plier, je pars.

Recevez, en conséquence, ma démission de membre de votre prétendu parti communiste.

Salut communiste.

M. Ch., 24 septembre 1924.

### De Roger HAGNAUER :

La fin de Maurice Chambelland ne provoquera d'émotion que parmi ses amis les plus proches. Sa retraite et son silence depuis de longues années expliquent sans doute l'ignorance de la majorité des militants. Et cependant, je me demande si, surpris en pleine activité, il aurait eu droit à un article nécrologique suffisamment nourri et équitable.

Car Maurice n'occupa jamais de place dans les manchettes sensationnelles, dans les éclats de la bruyante actualité. Il ne s'en souciait guère. Brillant journaliste, secrétaire de rédaction des plus remarquables, il tenait de sa nature et peut-être des leçons de Monatte, l'amour du « travail bien fait ». Dans l'exercice de ses activités professionnelles, il atteignit la perfection. Mais ce sont là des succès qui ne payent guère. Comme Monatte, il méprisait trop le verbalisme pour rechercher les faciles effets de tribune.

Et cependant aucun homme de notre génération ne fut pendant l'entre-deux-guerres, plus efficace que lui. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler quelques-uns de ses gestes... presque toujours jugés insolites lors de leur accomplissement, qui provoquèrent toujours un choc psychologique, qui souvent engagèrent une organisation durable ou une action à longue portée.

Il atteignait à peine sa vingtième année, lorsque, engagé après concours dans l'administration des Indirectes, il refusa de « s'assermenter » et démissionna.

Militant de l'Union départementale des syndicats des Vosges, avant la scission confédérale, il réussit après la scission à maintenir les syndicats des deux centrales dans la même union.

Appelé par Monatte à Paris, lorsque notre vieux guide abandonne « la Vie Ouvrière » à Gaston Monmousseau, il devient secrétaire de rédaction de celle-ci et maintient l'hebdomadaire dans la voie fixée par un double choix : fidélité à la Révolution russe et fidélité à l'indépendance du syndicalisme.

En 1922, par un article dénonçant les manœuvres contre Moscou, il rompt brutalement avec Monmousseau. Avec Monatte, Charbit, Marzet, Goddonèche, Antonini, il forme cette équipe sociale de « l'Humanité » qui va se prolonger en « gauche ouvrière » lorsque la bolchevisation de 1924 eut provoqué une nouvelle rupture.

Il fut le premier à démissionner du parti, en signe de protestation contre l'impunité, puis la disparition mystérieuse d'un « bolchevisateur » de

stricte obédience qui se révélait un escroc et un aventurier vil et méprisable.

Il est naturellement du premier noyau de la « Révolution Proletarienne ». En 1926 il fonde la Ligue syndicaliste dont il resta l'animateur et le secrétaire jusqu'en 1939, sans cesser de jouer un rôle important dans son syndicat.

En 1929, au congrès de la C.G.T.U. (dans un discours publié en brochure), il dénonce les tristes résultats de la bolchevisation des syndicats. Il réussit à grouper les minorités formées successivement au sein de la C.G.T.U. Et c'est pour consacrer cette unité du syndicalisme révolutionnaire qu'il fonde « le Cri du Peuple », hebdomadaire de combat, cependant qu'il siège comme représentant des minorités à la commission exécutive de la C.G.T.U.

En 1930, il va chercher Georges Dumoulin à De-nain, entraîne Degat, réformiste des P.T.T., sincèrement partisan de l'unité confédérale, et c'est à lui que l'on doit la formation du fameux Comité de propagande pour l'Unité syndicale, composé de 22 militants de la vieille C.G.T., de la C.G.T.U., des syndicats autonomes. Certes le succès ne répondit pas au mouvement ample et profond qui suivit cette initiative, mais pour avoir été retardée la moisson fut suffisamment édifiante, et « l'esprit des 22 » se retrouve dans l'unité syndicale et la magnifique et légendaire spontanéité ouvrière de 1936.

Ces gestes-là suffiraient pour caractériser une activité exceptionnelle. Maurice, né l'année de la mort de Fernand Pelloutier, se révélait à 35 ans l'un des plus authentiques représentants du syndicalisme des pionniers de 1906.

Et cependant, ayant participé au premier rang à toutes les luttes de tendance, ayant combattu contre les états-majors soumis à Moscou ou corrompus par le « syndicalisme légal et réformiste », ayant ébranlé le prestige des plus scandaleux profiteurs du mouvement ouvrier, il était hanté par ce désir — qu'il me confia un jour — de se consacrer à une œuvre positive, de mettre ses dons d'administrateur au service de l'organisation ouvrière.

Lorsque les syndiqués de la promotion Blum eurent envahi les syndicats, il proposa aux représentants encore majoritaires de la vieille C.G.T. un plan de propagande et d'organisation à opposer à la démagogie, portée par des moyens énormes, des agents staliniens. Les bureaucrates ne l'entendirent pas. Il leur fallait des médiocres pour éviter des confrontations dangereuses. Et les médiocres crurent plus avantageux de composer avec le stalinisme.

Et les bureaucrates du sommet ne purent que « se soumettre ou se démettre ».

Maurice fut encore du rassemblement syndicaliste contre « la guerre et l'Union sacrée ». Secrétaire du syndicat des correcteurs, ce fut lui qui fit adopter par le Congrès de Nantes de la C.G.T. en 1938, le principe de la grève générale du 30 novembre 1938.

La guerre et l'occupation brisèrent nos espoirs et le syndicalisme fut ravagé par l'âpre et mortel conflit entre les « collaborationnistes » et les « résistants », les uns et les autres inspirés par des motifs et mobiles étrangers à la classe ouvrière.

C'est chez Maurice et Louise que nous nous réunissions clandestinement pendant la guerre. Mais si nous ne pouvions ni subir l'asservissement, ni nous joindre à des groupes gaullistes trop militarisés et surtout trop noyautés, nous pouvions nous rendre efficaces dans des besoins plus discrètes d'opposition à la tyrannie totalitaire. Il n'est pas possible de rendre compte de tous les sauvetages tentés et accomplis par Maurice. Aucun document écrit ne reste de cette période. Je sais simplement que là encore Maurice fut le plus efficace d'entre nous.

Il continua tout naturellement après la Libération. Je ne veux pas rappeler qu'en deux circonstances graves, il manifesta à mon égard une solidarité entière, sans réserves, sans bavures. Mais ceux qui furent victimes de l'épuration et qui subirent des persécutions odieuses que les erreurs commises n'excusent pas, trouvèrent chez Maurice un soutien matériel et moral, accordé spontanément et largement.

D'autres qui furent exemplaires et à qui on ne peut rien reprocher, qui consacrerent toute leur vie active au mouvement ouvrier, qui donnèrent beaucoup et ne demandèrent rien, subissaient avec une dignité sereine, une gêne confinante à la misère. Maurice sut avec délicatesse forcer les retraites les plus discrètes et tourner les scrupules et les susceptibilités. Nous ne citerons que le seul cas de notre Pierre Monatte à qui il témoigna jusqu'aux dernières minutes une affection constante, persévérante et pleinement efficace.

Son activité militante avait-elle cessé après la dernière guerre ? Ce n'est pas tout à fait exact. Il participa aux regroupements singulièrement difficiles, comme aux luttes qui aboutirent à la fondation de la C.G.T.-Force Ouvrière.

Mais il est vrai que depuis 1950, il fut plutôt attiré par les études historiques. C'est à son initiative que nous devons le numéro de la R.P. publié pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de Monatte ; c'est à son activité que l'on doit la publication du tome II de l'Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre de 1914-1918, l'œuvre magistrale d'A. Rosmer. Et c'est encore lui qui anima le Cercle Zimmerwald.

Ces dernières années, la maladie l'isolait presque complètement du Mouvement. Peut-être là aussi la cause psychique eut-elle un effet direct sur l'état physiologique. Car Maurice souffrait sans doute de lourdes et redoutables désillusions. Il n'admettait pas cette fatalité de la guerre à laquelle se résignent tant de militants.

Il souffrait de n'avoir pas trouvé dans l'organisation ouvrière, la préfiguration de ces institutions ouvrières telles que Pelloutier les avait conçues.

Mais surtout il appréciait, avec quelle amertume, la rareté des militants dignes de la Révolution que nous espérons. Car Maurice ne négligeait pas le rôle des individus et le sort des hommes dans ses perspectives. Il n'acceptait pas de les sacrifier aux doctrines et aux systèmes. J'ai, à la mort de celui qui fut son père spirituel et le nôtre, salué « l'humanisme ouvrier de Pierre Monatte ».

Maurice Chambelland y croyait encore plus fermement que nous autres. C'est pour cela qu'il fut particulièrement efficace pendant plus de vingt ans.

Et sa fin prématurée fut peut-être la conséquence non d'un affaiblissement de sa foi, mais de l'attente vaine de « zélateurs » aussi résolus dans leur action que purs dans leurs intentions.

(Transmis par Louise et Colette Chambelland.)

#### « AMATEURS ET PROFESSIONNELS »

... Nous ne sommes pas — et nous n'espérons pas à être — des « syndicalistes professionnels ». Libre à Jean Brécot (Monmousseau) de ne pas comprendre que nous puissions, tout en donnant chaque jour huit heures à nos patrons, militer dans nos organisations syndicales et que notre regret soit toujours de ne pouvoir faire plus, sans jamais rien demander en échange. Il s'est créé, dans la C.G.T.U., une mentalité spéciale sur ce point comme sur d'autres : on ne comprend plus qu'un travail syndical puisse être effectué sans rétribution. Nous entendons, nous, remettre à l'honneur cette tradition du mouvement ouvrier.

M. Ch. (R.P. 15-9-27.)

## De Nicolas FAUCIER :

La disparition du militant probe et dévoué qu'était Maurice Chambelland ne laissera que des regrets dans la grande famille du Livre parisien qu'il sut animer du véritable esprit syndicaliste, en dehors de toute ingérence extérieure, particulièrement lorsqu'il eut à assumer les responsabilités du secrétariat du syndicat des correcteurs parisiens.

C'est en 1932, après la disparition du *Cri du peuple*, hebdomadaire syndicaliste du Comité dit « des 22 » dont il est question par ailleurs, et dont il avait pris la charge, qu'il devint correcteur et, peu d'années après, responsable syndical jusque peu avant la dernière guerre.

Libéré des luttes décevantes et stériles qu'il avait dû soutenir auparavant, à la C.G.T.U., contre la meute stalinisée des partisans de la domestication syndicale, dont il était une des cibles particulièrement visées, c'est avec une foi militante renouvelée qu'il œuvra alors aux côtés de ceux qui, tant dans les syndicats de la presse que dans ceux du travail, menaient le bon combat pour tenter de ressouder les tronçons épars du mouvement ouvrier.

Au moment où nous célébrons ici, à la fois le trentième anniversaire du congrès de fusion syndicale de Toulouse, en mars, et les conquêtes ouvrières de juin 36, nous ne saurions manquer de rappeler qu'il fut à la pointe de cette action pour la réalisation de l'unité qui devait prélude aux luttes sociales qui allaient aboutir aux transformations que l'on sait dans la condition ouvrière et dont il fut un animateur conséquent aussi bien par la plume, dans cette revue où il a tant donné de lui-même, que par la parole partout où sa présence était sollicitée.

Ce qui ne l'empêchait pas de se consacrer à des besognes plus immédiates sur le plan corporatif. Mentionnons, entre autres, pour mémoire ce qu'est sous son secrétariat que fut signée, en 1937, la première annexe technique des services de correction avec le syndicat de la Presse parisienne réglementant les conditions de travail des correcteurs de presse. De même, il contribua efficacement à l'élaboration du projet de la première convention collective de la presse parisienne affermissant le contrôle syndical sur l'embauche et le débauchage en stipulant expressément que les employeurs « feront appel aux organisations ouvrières pour tous leurs besoins de main-d'œuvre ».

Son expérience du mouvement ouvrier et son activité inlassable au service de la classe ouvrière devaient lui valoir la confiance des responsables des syndicats parisiens du Livre dont il fut à plusieurs reprises le mandataire dans les congrès de la C.G.T., notamment au congrès de Nantes, en 1938, où, sur sa proposition, fut adoptée la décision de la grève générale qui eut lieu en novembre de la même année pour faire échec à l'application des décrets-lois Daladier et la tentative gouvernementale d'arbitrage obligatoire.

Il rejoint dans le néant ses aînés, les fidèles compagnons de lutte, Alfred Rosmer et Pierre Monatte, également correcteurs confédérés du Livre. Ensemble ils surent agir avec toute l'ardeur de leur conviction fédéraliste pour garder au syndicalisme, en général, et celui du Livre en particulier, son indépendance, gage de sa force et de son unité.

Plus d'un jeune de cette époque lui doit sa formation militante qu'il savait nourrir de conseils judicieusement documentés en vue de la relève permanente des pionniers du syndicalisme.

Son souvenir restera vivace parmi ceux du Livre qui surent apprécier ses qualités de cœur et de solidarité indéfectible dans la lutte émancipatrice à laquelle consacra tous ses instants, tant qu'il fut en mesure de le faire.

## De Georges LEFRANC :

Je le connaissais depuis l'époque (bien lointaine aujourd'hui !) du Comité des 22. Il était de ceux qui soutenaient et encourageaient l'effort que nous avions entrepris à l'Institut supérieur ouvrier à la fin de 1932. Mais je ne l'ai bien connu qu'au Congrès d'unification syndicale de Toulouse. Le hasard a voulu qu'à plusieurs reprises nous fassions ensemble la route qui menait du quartier de la gare où nous logions à la salle du congrès — ou vice-versa — et que nous échangeions nos impressions.

Plus que bien d'autres, que gagnait parfois à leur insu l'atmosphère des débats, il prévoyait les difficultés qui allaient jalonner la marche de la « vieille C.G.T. » reconstituée. Après avoir accueilli avec quelque scepticisme le Plan de la C.G.T., et après avoir pensé qu'il pouvait receler un danger d'intégration du syndicalisme dans l'Etat, il en était venu à penser, que, devant cette conjoncture nouvelle, le Plan pouvait être, au contraire, un moyen de défendre l'indépendance du syndicalisme en face du programme du Front Populaire, des manœuvres obliques qui avaient marqué son élaboration, comme en face de combinaisons qui ne manqueraient pas d'accompagner son application, si tentative d'application il y avait.

C'est en ce sens qu'il intervint au Congrès à la séance de l'après-midi, le mardi 3 mars. Jouhaux et Frachon avaient clôturé la discussion sur les statuts. Chambelland ouvrit la discussion sur l'action confédérale. Il annonça qu'il voterait le Plan, mais il y mettait une condition : qu'on rappelât la revendication essentielle de l'institution dans toutes les entreprises groupant un certain nombre d'ouvriers, du délégué chargé de présenter au patronat les revendications de ses camarades et du délégué à la sécurité, chargé de veiller sur l'hygiène et de prévenir les accidents. Ainsi l'action syndicale pourrait renaitre à la base et revigorer les Fédérations industrielles qui, en ce début de 1936, même avec l'unité reconstituée, apparaissaient encore bien faibles en face des Fédérations de fonctionnaires.

Le lendemain après-midi, clôturant ce débat, Jouhaux lui donnait satisfaction ; il répondait que la réforme était inscrite dans le Plan, mais qu'on pouvait la préciser davantage. Il ajoutait : « Nous entendons, nous, par délégués d'ateliers, des délégués désignés dans les organisations syndicales, sous la responsabilité des organisations syndicales, contrôlés par les organisations syndicales et non par les délégués nommés par les non syndiqués contre l'organisation syndicale. »

Ce n'est pas ici le lieu de chercher dans quelles conditions l'Accord Matignon d'abord, la loi de juin ensuite devaient re-instituer les délégués d'atelier dans des conditions, sans doute différentes de ce qu'on avait souhaité. Mais il m'a paru utile de rappeler qu'à une heure où on discutait plus politique que syndicalisme, Maurice Chambelland fit effort, lucidement, courageusement, pour ramener le syndicalisme à une action sur ce qui est son domaine propre, le lieu de travail.

### L'UNITE INDISPENSABLE

Pour que le mouvement syndical prenne une initiative, il faut qu'il reprenne d'abord son indépendance, à la C.G.T. comme à la C.G.T.U. Pour que ses initiatives connaissent le succès, il faut qu'il retrouve sa force et pour qu'il retrouve sa force, il lui faut retrouver son unité.

Jamais les deux C.G.T. n'ont paru, l'une et l'autre, aussi loin de l'unité, et jamais cependant l'unité ne s'est montrée aussi indispensable qu'en cette période de réaction sociale.

M. Ch. (R.P., 15-4-29.)

# TRENTE ANS APRÈS JUIN 36

## UN MOIS APRÈS LE 17 MAI

Et maintenant ? Il est très probable que la question s'est posée, sous cette forme, au lendemain des grèves et des manifestations du 17 mai. Il faut espérer qu'elle s'est posée, du côté du patronat et de l'Etat — le même côté — du côté aussi des syndicats, quelle que soit la centrale dont il font partie, quelle que soit leur plus ou moins grande intégration dans le courant de « front unique ». Nous la posons ici même aux militants syndicalistes de notre entourage. Nul doute que ne s'interrogent de la même façon les ouvriers et ouvrières qui, le 17 mai, ont répondu à l'appel des syndicats.

Il nous est arrivé d'exprimer une certaine appréhension sur cette journée du 17 mai, sur ces grèves « à répétition », sur le caractère nouveau des arrêts de travail d'aujourd'hui, sur ces mouvements-manifestations qui n'ont d'autres lendemains que leur renouvellement, lequel n'est pas toujours leur renforcement. Ainsi, nous ne faisons pas autre chose que de répéter, comme un écho, ce que disaient de nombreux travailleurs intéressés par la grève du 17 mai. Cependant, il est hors de doute que celle-ci a été un succès d'ensemble, en dépit de ces récriminations, et malgré le mal que l'on a à distinguer souvent entre les grévistes volontaires et les grévistes par nécessité. Cette dernière remarque tendrait d'ailleurs à souligner l'importance, par ses répercussions en chaîne, de l'arrêt des services publics fondamentaux, à mettre en lumière encore leur utilité dominante, et, par voie de conséquence, leur valeur et leur juste prix, c'est-à-dire le salaire de leurs agents d'exécution.

Nous le disions déjà dans notre précédent numéro, le succès d'ensemble de la grève du 17 mai prouve à l'évidence la confiance que la majorité des travailleurs conservent dans les organisations syndicales telles qu'elles sont, ce capital encore intact dont il faut souhaiter un bon usage, et craindre en même temps le gaspillage et l'épuisement sans fruit. La réponse qui sera donnée à la question : et maintenant ?, non seulement par la C.G.T. dont « la ligne » dépend beaucoup de facteurs extérieurs au mouvement ouvrier, mais plus encore par la C.F.D.T. et par Force Ouvrière, cette réponse donc déterminera pratiquement le sort immédiat de la vague de fond dont le 17 mai a été une des manifestations évidentes.

Les gros patrons et l'Etat, le plus gros d'entre eux, auraient bien tort de n'en pas tenir compte, d'y opposer un mépris de fer, en attendant qu'une autre grève générale de vingt-quatre heures succède à celle-ci et en escomptant le découragement. Il y a des précédents, messieurs ! Juin 36, dont la classe ouvrière doit célébrer dans son cœur l'anniversaire, en est un qui devrait résonner encore longuement dans vos têtes prétendument bien pleines, sinon bien faites. C'est une loi, messieurs, qu'à partir d'un certain seuil de pression, l'explosion soit à la merci du moindre choc. Et vous aurez beau dire, les manifestants du 17 mai le clamaient encore sur tous les tons, pour une grande partie de la classe ouvrière de ce pays, les sa-

lares sont bas. Ce n'est pas la misère, mais c'est la pauvreté en travaillant. Vos statistiques les plus finement élaborées ne contredisent pas ce cri qui jaillissait de la manifestation du 17 mai et qui ne faisait que traduire la difficulté de vivre, dans votre société industrielle, pour ceux qui sont à la base de la pyramide hiérarchique dont vous êtes si jaloux. Vos consciences chrétiennes en sont-elles tourmentées ?

Il ne serait pas tellement étonnant d'ailleurs que ce soient les successeurs de l'équipe gaulliste qui aient à affronter le plus haut de la vague sociale que les princes d'aujourd'hui auront suscitée. Là encore, le grandiose Juin 36 doit donner de la réflexion aux maîtres de l'heure qui, en hâte, colorent de rouge une de leurs ailes, et, au moins autant, aux prétendants de gauche qui se trouveraient soudain mis au pied du mur de leurs promesses, de leur programme et de leurs « options ». Mais n'est-il pas juste que les hommes de gauche acquittent les dettes des hommes de droite ? Quelle autre façon voyez-vous, pour les citoyens-travailleurs, de s'apercevoir du changement ?

\* \*

A Paris, la journée du 17 mai a été publiquement marquée par la manifestation qui s'est déroulée, symboliquement, de la Bastille à la République. Nous sommes allés sur place, comme participants, y chercher quelques indications sur « la température des masses », plus encore sur les tactiques de ces « chefs » qui, à une allure calculée, défilaient bras dessus, bras dessous, en tête de cette foule ouvrière qu'ils avaient rassemblée.

Combien étaient-ils, ces manifestants débonnaires ? Cent mille, peut-être. Mais plutôt que de discuter sur leur nombre et sa grandeur relative, mieux vaut réfléchir sur le caractère que les dirigeants ont tenu à donner à la manifestation. Tout de suite, il apparaît que les chefs de la C.G.T. ont voulu lui garder, et même lui sauvegarder, ses objectifs revendicatifs, économiques. Il ne faut pas mettre en défiance les nouveaux alliés de la C.F.D.T. dont certains, pourtant, ne demanderaient pas mieux de se laisser pousser plus loin. Mais il faut penser aussi à ne pas prêter le flanc aux critiques de Force Ouvrière, aux accusations même de cette centrale qui refuse obstinément « l'unité d'action » au sommet. Donc, le caractère syndical de cette manifestation a été dans l'ensemble respecté. Il reste que, même dans ce cas, la doctrine syndicale — si ce n'est pas trop dire — des dirigeants communistes de la C.G.T. se révèle malgré tout.

Pour eux, ne l'oublions pas, le syndicat demeure une école élémentaire, l'école supérieure étant le parti. Si vous voulez la tête, c'est le parti, plus exactement l'instance supérieure du parti. La queue, ce sont « les masses » organisées ou non. Il ne s'agit donc pas de laisser jouer la spontanéité, moins encore l'initiative à la base. Puisqu'il faut être sagement revendicatif, on dressera une liste

du jour pour les mots d'ordre, les slogans, les cris et les chants. C'est ainsi que l'on tombera dans les mômeries et les chansons de patronage !

Quelques groupes seulement échappaient à cet encadrement. Celui des étudiants, bien entendu, dont la banderole proclamait qu'ils étaient « solidaires des travailleurs » et qui scandaient les mots d'ordre de l'extrême-gauche universitaire. Deux autres groupes au moins se distinguaient par leur ordre, leur cohésion et leurs chants ; ce n'est pas la peine de cacher qu'on y reconnaissait « la patte » de groupements oppositionnels ; c'étaient la section F.O. de Roussel-Oclaf et la section syndicale de Rhône-Poulenc à Vitry. Les gars rassemblés dans ces deux groupes chantaient tous les couplets de « l'Internationale » et leurs larges banderoles étaient les seules à rappeler Juin 36.

\* \*

Nous voici donc revenus par la pensée à ces « belles journées » d'il y a trente ans quand tous les ouvriers occupèrent les usines dont seules les machines étaient mortes. Les pages de la « R.P. » de l'époque étaient pleines des récits exaltants d'acteurs et de témoins de ce combat issu des profondeurs du prolétariat. Aujourd'hui, des militants à tête grise mais au cœur toujours chaud nous parlent encore dans ce numéro de cet épisode marquant de la lutte de classe dont les jeunes travailleurs sont — souvent sans s'en rendre compte — les bénéficiaires.

Certes 1966 n'est plus 1936. Depuis, il y a eu la guerre... le Plan et toute sa suite... et la dénonciation officielle du stalinisme, lequel en 36 brillait au plus haut des cieux. Mais il y a eu des analogies historiques qui ne sont pas insignifiantes. On n'a pas fini d'épiloguer sur les causes immédiates du mouvement de Juin 36 qu'aucune « grosse tête » n'avait prévu. Il est venu pourtant après une période de gouvernement de « déflation », c'est-à-dire de serrage de vis — Pierre Laval étant à sa tête, auréolé à ce moment-là d'un retentissant voyage en Russie ; pendant des années le patronat, qui ne voit jamais tellement plus loin que le bout de son nez, avait dominé sans conteste dans « ses » usines. Et voilà que sonnait soudain l'heure de la revanche et que les usines devenaient, pour un temps, la possession réelle, la chose, de ces travailleurs pour qui « tout semblait possible » !

Les capitalistes de 1966 sont-ils plus intelligents ? La question est posée surtout pour le capitalisme d'Etat et son armée de technocrates. Il n'est pas exclu que le 17 mai ne soit qu'un prélude.

Cela dépendra, pour une part importante, de l'orientation générale du syndicalisme français, des tactiques et des comportements des dirigeants syndicaux. Certains d'entre eux étaient déjà là en 1936, et ce n'est pas nécessairement une bonne référence. La sujétion politique pèse toujours sur eux, et sur nous tous indirectement. Le syndicalisme ouvrier n'est pas « libre ».

La C.F.D.T. va continuer son bonhomme de chemin aux côtés des rusés compères de la C.G.T. Quand nous penchons vers l'optimisme, nous disons entre nous : il faut que jeunesse se passe ! Les risques étant peut-être moins grands aujourd'hui, nous pouvons nous permettre de suivre avec une certaine objectivité ce défilé des anges du Bon Dieu,

main dans la main avec le Diable. C'est celui qui retirera sa main le premier qui avouera qu'il s'est brûlé. Ce n'est pas dit.

« Force Ouvrière » crie qu'on ne l'y reprendra plus. Elle n'était pas parmi les organisateurs de la manifestation du 17 mai — au moins à Paris — mais elle était largement dans la grève. Et ses militants pourront dire avec raison que la grève est plus significative que le défilé. La Fédération de l'Education Nationale qui donna à la journée un des plus forts contingents de grévistes n'était pas non plus, en corps, dans la manifestation. Ces deux grandes organisations doivent avoir leurs raisons. Mais si ces raisons sont bonnes, elles n'en peuvent faire la preuve — ensemble peut-être — que dans l'action, dans l'action réelle qui, en effet, ne tient pas à un défilé. Il faudrait au moins qu'elles se montrent capables d'apparaître ouvertement à l'ensemble des travailleurs, qui doit en avoir besoin, comme les organisations décidées qui, dans la situation où nous sommes, offrent le meilleur plan de bataille, défendent le plus sûrement et le plus efficacement les intérêts immédiats comme l'espoir socialiste de la classe ouvrière.

Raymond GUILLORE.

## AUTOGESTION ?

De l'hebdomadaire *Algérie-Actualités*, 15 mai :

« BLIDA. — Le dernier stage de chargés de gestion organisé par le ministère de l'Industrie et de l'Energie, qui a groupé pendant huit mois quarante-quatre élèves, a pris fin hier matin.

« La cérémonie de clôture s'est déroulée... etc... »

« A cette occasion M. Akrouf, secrétaire général du ministère de l'Industrie et de l'Energie, devait féliciter les stagiaires pour leur sérieux, et il leur a demandé d'employer ce même sérieux dans les entreprises autogérées où ils seront affectés : (c'est moi qui souligne).

« ...A son tour M. Bendali (secrétaire de l'Union régionale UGTA) devait rappeler aux futurs chargés de gestion que leur rôle est non seulement de gérer une unité de production, mais aussi de participer à la formation des travailleurs afin de les intéresser à la vie de leur entreprise... »

Ainsi, d'après les déclarations officielles, les « chargés de gestion » sont affectés, par l'autorité, à des entreprises déjà autogérées (ou prétendues telles). Et leur rôle sera non seulement de gérer ces entreprises mais de faire effort pour que, dans chaque unité, les travailleurs autogérants s'intéressent à la vie de l'entreprise.

On ne comprend pas bien. Et l'on a peur qu'il en soit de l'« autogestion », en Algérie, comme il en fut des « soviets », en Russie.

J. P.

### ABONNES FIDELES :

Certains d'entre vous ont déjà reçu une enveloppe contenant :

#### LES SYNDICATS AMERICAINS

1 brochure de Maurice LIME sur  
en prime : 1 brochure de la Loire :

#### LES RESPONSABILITES ACTUELLES DU SYNDICALISME

1 brochure

#### L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS

Si vous ne l'avez déjà fait, ENVOYEZ SANS PLUS ATTENDRE la somme de **3 F 60** (3 + 0,60 frais d'envoi) au compte postal « Les Editions Syndicalistes » — 21 764.88 Paris.

# LE FRONT POPULAIRE DE DEMAIN

1936-1966 : Trente années se sont écoulées depuis la plus grande épopée ouvrière française du XX<sup>e</sup> siècle. C'est l'âge de la jeunesse déjà mûrie et engagée dans les responsabilités de la vie. Il en est ainsi d'un bon tiers des Français qui, nés peu avant ou peu après 1936, ont atteint aujourd'hui leur majorité sans avoir vécu eux-mêmes ces temps d'espérance du Front Populaire.

L'image qu'en garde cette génération, à mon sens, est encore plus belle que celle de la génération précédente. Nous n'avons pas connu les difficultés, les heurts et les disputes et nous avons naturellement tendance à ne garder que le principal, l'essentiel de ce que nous légue l'histoire.

Nous savons que dans nos familles, nous avons été mieux nourris après 1936. Nous savons aussi qu'il était alors désormais possible de faire connaissance de la mer ou de la montagne. Nous savons enfin que le syndicalisme était promu à un rôle plus important et plus efficace. Mais ce que nous savons encore et qui frappe tout autant, sinon davantage, les hommes jeunes et les jeunes hommes de 1966, c'est la grande chaleur humaine, c'est l'immense fraternité qui animaient l'ensemble des travailleurs luttant unis et au coude-à-coude pour leur dignité, pour leur promotion collective.

1936 est l'un des <sup>\*\*</sup>meilleurs points d'appui de notre histoire car le Front Populaire nous a enseigné au moins deux autres choses : d'abord, que la classe ouvrière peut vaincre et, ensuite, comment elle peut vaincre.

Savoir ce que l'on veut et le vouloir tous ensemble ont permis, à deux-tiers de siècle de distance, de venger la Commune. Gageons qu'après seulement un tiers de siècle de cette revanche sur la bourgeoisie et le capital, nous pouvons jouer et gagner la belle, nous approchant sérieusement, après un siècle, de l'idéal pour lequel les Communistes ont combattu.

Oui, il s'agit bien de l'avenir, de ce qu'il sera et, pour le façonner, nous devons nous aider du passé et tenir compte du présent. Le lien qui rattache hier à aujourd'hui et à demain, la constante de notre histoire et de notre vie, c'est cette aspiration de *bien-être* et de *liberté* proclamée par notre vieille Confédération Générale du Travail à sa naissance, en 1895. C'est à la fois notre phare et notre guide.

<sup>\*\*</sup>  
Comment donc faire pour que la classe des salariés, des exploités, qui ne cesse de croître, conquiert davantage de bien-être et de liberté ? Nous avancerons cinq propositions que nous croyons justes et cohérentes et qui nous paraissent, par conséquent, s'imbriquer les unes aux autres :

1. La dominante de notre temps est le fabuleux progrès de la science dont découlent les extraordinaires réalisations techniques ainsi que les immenses possibilités de développement économique qui nous ont fait pénétrer, voici une vingtaine d'années, dans l'ère de la seconde révolution industrielle. Ce ne sont plus seulement les moyens de production de masse multipliés mais encore la faculté, grâce aux ordinateurs, de suppléer avantageusement à la fonction directoriale comme la machine à vapeur, au XIX<sup>e</sup> siècle, a permis l'économie des efforts musculaires. En additionnant l'ato-

me à l'électronique, on obtient la possibilité pour chaque être humain, chaque foyer, de vivre dans le bien-être matériel, le confort moderne. On perçoit aussi la voie permettant de ne plus être astreint à un travail mais d'assumer une fonction.

2. Découvertes scientifiques et progrès techniques imposent le renouvellement et l'accroissement des moyens de productions — l'outil de travail — tous les 5 ans, alors qu'il en fallait 10 à la Libération et 20 au début du siècle. D'où la double nécessité de concentrations industrielles importantes et d'investissements par autofinancement considérables. Nous sommes déjà engagés dans la voie où il n'y aura qu'une, deux ou trois entreprises par grand secteur économique ayant chacune à assumer la responsabilité de vivre de dizaines de milliers d'hommes et de femmes. C'est l'entreprise publique étendue à l'ensemble des piliers sur lesquels repose la vie du pays tout entier. D'où nécessité d'en assurer le contrôle par la collectivité nationale et la gestion démocratique par ceux qui en vivent directement et qui en assurent la bonne marche. D'où, aussi, solution heureuse et harmonieuse au grand et grave problème des investissements par autofinancement qui, aujourd'hui, profitent exclusivement au capital alors que, demain, ils concourront à enrichir les producteurs de richesses, c'est-à-dire les travailleurs.

3. Ceci et cela impliquent nécessairement un double postulat : Premièrement, l'organisation de la vie économique et sociale, leur régulation à l'image de celle des techniques, de telle sorte que puissent s'articuler harmonieusement l'ensemble des engrenages du nouveau système, voué par avance à la satisfaction des besoins de la collectivité et non plus au profit. Deuxièmement, planification et autogestion nous engageront profondément dans la voie socialiste, la démocratie réelle c'est-à-dire économique et sociale, en assurant notamment plus de responsabilité et de liberté à chaque homme au travail grâce à l'autonomie de décision des niveaux de base, les niveaux plus élevés n'ayant qu'une fonction coordinatrice.

4. Tels sont donc bien, rapidement tracés, les objectifs ainsi que les voies et moyens pour atteindre au bien-être et à la liberté des travailleurs, des producteurs de richesses. Sur la base de leurs intérêts, matériels et moraux, qui doivent seuls commander, est-il aventuré d'affirmer que l'unité syndicale, l'union de tous les salariés qui sont l'outil et le levier qui commandent tout, n'est pas réalisable ? Ne pas y croire, y renoncer, ne pas mettre tout en œuvre pour en rapprocher le moment, c'est par là même démissionner, se fermer à tout avenir et à tout espoir pour la classe ouvrière, c'est admettre notre insertion dans la société capitaliste, c'est accepter que le besoin, la peur, le chômage soient notre lot quotidien, c'est aller vers l'abîme en tournant le dos à une civilisation supérieure.

5. Tout cela est difficile ? Certes ! Mais tout cela est possible quand on a gardé le sens de l'évolution historique et qu'on n'a pas perdu la foi. Tout cela ne sera pas plus difficile que ne l'ont été les réalisations et les conquêtes du Front Populaire de 1936. Il faut savoir et vouloir un destin digne des luttes et des espérances de notre classe ouvrière et de notre temps.

Maurice LABI.

# Au grand soleil de juin 36

Plus encore que le soleil éclatant qui illumina les deux semaines pendant lesquelles nous avons pris l'usine au patron, c'est la joie de notre délivrance d'un joug devenu insupportable qui auréola cette révolution pacifique que fut Juin 36. Les chars d'assaut n'étant pas venus enfoncer les portes barricadées de l'entreprise, les premières nuits d'angoisse passées, cette joie se manifesta au travers de fêtes et de bals dans la cour de l'usine, alors que les militants, ceux du jour et ceux de toujours, siégeaient fiévreusement.

Je vois encore le petit père, gardien d'un vestiaire sombre et froid, qui m'arrête au passage dans la cour — j'étais pourtant pressé, il fallait réquisitionner les camions de l'usine pour assurer le ravitaillement des grévistes — et qui des deux mains me secouait la dextre, qu'il ne lâchait plus, en me disant, sûr d'être compris :

— Petit, ce sont les plus belles journées de ma vie !

Oui, pour nous aussi, militants traqués d'usine en usine, c'était la grande revanche ! Sous la poussée prolétarienne tout l'appareil de répression du capitalisme libéral, de ce régime de patrons arriérés, venait de s'effondrer d'un seul coup !

Depuis six ans déjà, depuis que le krach de la bourse de New York avait donné le signal de la crise mondiale, ces patrons bornés avaient sans cesse augmenté les cadences, diminué nos salaires, réduit le personnel, réduisant du même coup le marché intérieur et prolongeant ainsi la crise.

Devant les soupes populaires les files de chômeurs s'allongeaient ; en 1935 ils étaient près d'un million à chercher vainement du travail. (Il est vrai que nos technocrates prévoient dans leur V<sup>e</sup> Plan un chômage chronique, organisé par leurs soins, de 600.000 travailleurs disponibles !) Dans les usines il fallait encaisser, sans broncher, les injustices et les engueulades, si l'on ne voulait pas être « sacqué » séance tenante.

Seuls les outilleurs, dont les patrons avaient un besoin impérieux pour préparer les offensives d'une concurrence rendue plus acerbe encore par la crise, se permettaient une certaine liberté d'allure. Le syndicat, contrairement aux thèses de Lénine sur l'aristocratie ouvrière, y trouvait ses meilleurs militants.

Dans nos « journaux d'usine », feuilles volantes que des copains venus du Comité intersyndical distribuaient à la sauvette aux portes de l'entreprise, nous dénoncions l'invraisemblable gabegie de ce régime qui, parce qu'il n'avait pas su empêcher la surproduction dans une branche, l'automobile, ce qui avait déclenché le chômage en chaîne dans les autres branches, condamnait le monde entier à la sous-consommation ! Les mécanismes, tant vantés, du marché libre transformaient l'abondance en famine. Et, véritable histoire de fou, pour y remédier les dirigeants du capitalisme libéral n'avaient trouvé rien de mieux que de faire rejeter le poisson à la mer, brûler le café dans des locomotives, arroser le blé avec du pétrole, alors que des millions d'hommes, de femmes, d'enfants manquaient du nécessaire !

Nous étions loin de nous douter qu'en haut lieu de grands technocrates approuvaient notre critique du régime de l'économie libérale ; mais alors que, pour nous, la seule alternative valable était un socialisme ouvrier, ces messieurs, eux, pensaient plutôt au New Deal de Roosevelt. Celui-ci n'avait-il pas, en s'appuyant sur les syndicats ouvriers, mis au pas un patronat indiscipliné, et, en restau-

rant le pouvoir d'achat populaire par les hauts salaires, liquidé la crise ?

Quand, rendant service pour service, nous allions distribuer des tracts aux autres usines, aussitôt qu'un des gardiens en uniforme nous repérait, il téléphonait à la direction qui, elle, alertait la police. Quelques minutes plus tard, la camionnette des flics arrivait. Malheur aux distributeurs qui n'avaient pas réussi à se perdre dans une foule ouvrière complice mais souvent craintive ; ils étaient embarqués et passaient la nuit, le ventre vide, sans couverture, dans une des cellules crasseuses du poste de police. Là, ils devaient subir les moqueries et les insultes des brutes épaisses, heureux encore si, sous prétexte qu'ils avaient opposé une résistance, ils n'étaient pas passés à tabac...

Heureux aussi, si après cela ils ne perdaient pas leur place ; d'ailleurs il suffisait qu'un mouchard ou un chefaillon les suspecte d'être syndiqués pour qu'ils se fassent « virer ». Pour retrouver du travail il fallait user, alors, de faux certificats ; après que l'inscription aux assurances sociales eut rendu cette pratique impossible, la seule ressource fut de quitter le secteur et de se refaire une « virginité » chez un petit patron sympathisant, ou tout au moins indifférent.

Pas étonnant, dans ces conditions, que, même après la fusion de la C.G.T.U. communiste avec la C.G.T. réformiste, nous n'étions guère qu'une trentaine de syndiqués sur plusieurs milliers d'ouvriers et d'ouvrières que comptaient les Compteurs de Montrouge.

Pourtant, depuis la constitution du Front Populaire, le 14 juillet 1935, la pression montait au dehors. A plusieurs reprises, la police avait tiré sur les manifestants ; des hommes, des femmes étaient tombés, blessés, morts. Tout près de notre usine, au dépôt des tramways de Malakoff, il y avait eu des victimes.

Et voilà qu'au moment où, les stocks de marchandises enfin épuisés, l'économie livrée à elle-même allait de nouveau démarrer pour un cycle de production désordonnée, les élections accusèrent un glissement à gauche. Au deuxième tour, le 3 mai, une forte majorité de gauche — 72 communistes, 116 radicaux et 146 socialistes — entraîna à la Chambre. Léon Blum, au nom du parti socialiste, réclamait le pouvoir.

Aussitôt commença la fuite des capitaux qui avait déjà fait échouer, avant la crise, l'expérience Herriot. Le socialiste de gauche Marceau Pivert demanda des mesures révolutionnaires contre les finances ; mais Blum, légaliste, temporisait.

Dans les ateliers, la confiance n'était pas grande dans cet homme frêle qui s'appropriait à être « un gérant loyal de la société capitaliste », d'autant moins grande que le Parti communiste refusait d'entrer dans le gouvernement qu'il allait présider.

Et voilà que nous apprenions que, dans plusieurs petites boîtes d'aviation, les gars, bien décidés à se défendre, avaient fait la grève sur le tas. Ils s'étaient barricadés dans l'usine, et la police, qui, naguère encore, dans la rue, avait eu le revolver facile, n'avait pas osé intervenir !

Au Mur des Fédérés du dimanche 24 mai une immense foule les acclame ; les récits de leur victoire courent, s'amplifient, l'enthousiasme monte, on a presque peur d'arriver en retard, au rendez-vous de la revanche.

Comme notre ami Louzon devait l'écrire dans

la R.P. du 10 juin 1936, alors que la vague de grèves avait submergé la France entière :

« Quel admirable sens de l'opportunité et du geste à faire ont les ouvriers parisiens ! Pas très enclins à l'organisation, certes ! Faciles à se laisser prendre et reprendre aux boniments des hâbleurs de la politique, très certainement encore ! Mais comme sens du combat, véritablement extraordinaires.

» Exactement le moment qu'il fallait choisir pour entrer en lutte : un gouvernement d'aujourd'hui (Albert Sarraut) qui n'a plus d'autorité puisqu'il va démissionner demain, un gouvernement de demain (Léon Blum) auquel il faut donner le sérieux avertissement qu'on ne se contentera pas de belles phrases, mais qu'on veut du positif : augmentation des salaires, diminution de la durée du travail par la semaine de 40 heures, frein à l'absolutisme patronal par l'institution de délégués d'atelier munis de pouvoirs. »

Dans le livre que Georges Lefranc, historien du mouvement ouvrier, vient de consacrer aux événements d'alors (**Juin 36, explosion sociale** ; Ed. Julliard, 6 F) notre ami cite le témoignage de M. Duchemin, représentant patronal, auquel Blum déclara que « le gouvernement, désireux d'éviter tout heurt sanglant, ne voulait pas, ne pouvait pas employer la force, et qu'il lui était donc impossible de faire évacuer les usines.

» Il (Blum) insista sur le fait qu'à ses yeux le point particulièrement grave de la situation présente résidait dans l'impossibilité, pour le gouvernement, de savoir d'où venait le mouvement ouvrier et où il allait. »

En réalité personne ne savait où nous allions, tout était possible. Quant à savoir d'où venait le mouvement, l'exemple des « Compteurs » est très instructif.

Etonnés de ne pas recevoir de directives, nous étions allés aux renseignements : or, aussi bien au P.C. lié par les accords Laval-Staline (de Gaulle n'a rien inventé) qu'au Comité intersyndical dirigé par des réformistes effrayés par cette grande révolte des « inorganisés », et soucieux de ne pas gêner le gouvernement Blum, on nous dit d'attendre. Dans les ateliers les ouvriers, déroutés par notre inaction trop disciplinée, nous harcelaient. Finalement nous étions convenus d'une réunion élargie de la section syndicale, pour le soir même, afin de décider de la marche à suivre.

Un petit incident à la Ferblanterie, à propos d'un « bon coulé », qui en temps normal se serait réglé sur place, allait bousculer nos plans trop sages. Cet atelier, où militait notre ami Le Bras (il y est encore) et quelques camarades de la C.G.T.S.R. (avec lesquels j'étais en bons termes grâce à notre bibliothèque d'usine clandestine) ayant débrayé, des copains ferblantiers étaient venus me chercher à l'outillage ; sentant qu'il était impossible de faire patienter l'équipe jusqu'après notre réunion, sans consulter les responsables de la Cellule, je donnais mon accord pour élargir la grève à l'usine tout entière. A peine notre cortège se présentait-il dans un autre atelier que sans palabres ni discours les ouvriers et ouvrières joyeusement cessaient le travail et se joignaient à nous. Bientôt d'autres cortèges convergeaient vers la cour où un Comité de grève et un Comité d'organisation furent élus dans lesquels figuraient des délégués de tous les ateliers.

Le « Lion Noir », usine voisine où travaillaient surtout des femmes et des Nord-Africains, avait débrayé et ne savait plus quoi faire. Sur leur demande un camarade de notre section syndicale y alla comme « organisateur ». — Si je donne tous ces détails, c'est parce que certains affirmèrent que c'était le P.C. qui avait lancé les grèves. Bien au contraire, et toutes les conversations que j'ai eues avec des copains des usines où j'avais travaillé,

Gnome-Rhône, Renault, Farman, L.M.T., pour ne citer que les principales, me le confirmeront, ce fut un mouvement spontané. Et voici encore à ce sujet un détail savoureux : quand quelques mois plus tard, pour avoir par lettre adressée au Bureau politique du P.C. protesté contre les procès de Moscou, et avoir sciemment recherché l'exclusion en intervenant dans un meeting syndical contre la colonisation par le P.C. du syndicat (devenu subitement fort nombreux), dans l'acte d'accusation contre moi, qu'un nouvel adhérent fut chargé de lire à la Cellule, figurait entre autres cas d'indiscipline celui d'avoir donné aux ferblantiers mon accord pour débrayer l'usine !

Le patron des « Compteurs », fils d'un des fondateurs devenu, lui, simple technocrate au service des banques, refusa d'abord de signer quoi que ce soit aussi longtemps que l'occupation de l'usine bafouait le sacro-saint principe de la propriété ! Mais la grève se prolongeant, soutenue par la population et la municipalité socialiste, des camarades parlant déjà de remettre l'usine en marche sans la direction, il dut finalement accorder les augmentations demandées et ratifier les accords de Matignon.

Ces accords avaient été négociés, côté patronal, par les technocrates de la grande industrie, à l'exclusion des moyens et petits patrons qui longtemps encore les contestèrent. Voici, d'après une déclaration de Léon Blum au procès de Riom, comment Lambert-Ribot, délégué général du Comité des Forges, s'y prit pour occuper la place :

« Dès le vendredi matin (c'était le 5 juin, douze heures après que Blum avait présenté son gouvernement) M. Lambert-Ribot, qui avait été mon camarade pendant de longues années au Conseil d'Etat avant d'entrer comme un trop grand nombre de membres des grandes administrations publiques ou de l'Université au service d'organismes patronaux, M. Lambert-Ribot, avec qui j'avais toujours entretenu des relations amicales, m'a fait toucher par deux amis communs, par deux intermédiaires différents, afin que, le plus tôt possible, sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contact entre les organisations patronales suprêmes et la C.G.T. » (Lefranc, p. 123).

Cette citation, camarades, est formidable ! On y voit les hauts technocrates du privé, de connivence avec ceux de l'Etat, gagner le patronat libéral de vitesse, pour tenter de confisquer à leur profit Juin 36, tout comme les technocrates russes avaient capté la révolution d'Octobre. En Blum ils venaient de trouver leur Roosevelt, un Roosevelt miniature qu'ils allaient pouvoir manœuvrer en versant des larmes de crocodile sur une misère ouvrière que, paraît-il, ils ignoraient. Ecoutez Blum qui a l'air d'y croire :

« A propos du relèvement des salaires anormalement bas, j'ai entendu M. Duchemin dire à M. Richemond (le président de la Confédération générale de la Production française au président du Groupement des Industries métallurgiques de la Région parisienne), tandis qu'on lui mettait sous les yeux le taux de certains salaires, de salaires effroyables par leur médiocrité :

» — Comment est-ce possible ? Comment avons-nous pu laisser faire cela ? Nous avons manqué à notre devoir en laissant les choses aller ainsi. »

Mais il y a mieux ; Blum nous révèle :

« La contre-partie, était l'évacuation des usines. Les représentants de la C.G.T. ont dit aux représentants du grand patronat : « Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons ; mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement pro-

fité des années de déflation et de chômage pour exclusion de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres.

» Et je vois M. Richemond, qui était assis à ma gauche (s'attendrait Blum), baisser la tête en disant :  
» — C'est vrai. Nous avons eu tort. » (Lefranc, p. 153).

Ainsi donc, les bonzes syndicaux, de Jouhaux à Frachon, étaient d'accord avec leurs technocrates de haut vol pour, sous condition d'une certaine normalisation sociale, étouffer le mouvement. Thorez, à son tour, au nom du P.C., allait déclarer qu'il faut savoir finir une grève.

A partir de ce moment, tous ceux qui voulaient pousser plus loin les conquêtes ouvrières, allaient être dénoncés comme provocateurs au service de Berlin, ou, selon le cas, au service de Moscou. (Aujourd'hui ce serait au service de Washington ou de Pékin). Dans la direction du P.C. il y eut des remous : Ferrat fut exclu et Raveau relevé de ses fonctions comme rédacteur à l'Humanité et recasé par la suite comme secrétaire de la fédération du Papier-Carton !

La grève victorieuse dans les grands centres avait entre-temps gagné les travailleurs agricoles, dont beaucoup étaient étrangers. Le 7 juillet, devant le Sénat, qui lui menait la vie dure, Salengro, ministre socialiste de l'Intérieur dans le gouvernement Blum, déclare pour se justifier que la police a opéré « 1.303 arrestations, dont 819 pour Paris, 491 d'ouvriers dont 196 dans la Seine déferés au Parquet, 1.106 arrêtés d'expulsion ont été pris depuis les élections de mai, dont 467 depuis notre entrée au gouvernement. » (Lefranc, p. 179).

Le chantage aux dangers de guerre, conséquences de l'inepte traité de Versailles, et le jeu retors de Staline qui après avoir aidé à torpiller la révolution espagnole s'allia à Hitler, firent le reste.

L'occasion était manquée de dépasser le « point de non-retour » vers une civilisation supérieure sans l'exploitation de l'homme par l'homme. Si nous faisons le bilan des 30 années écoulées depuis Juin 36, il faut bien le reconnaître : les technocrates nous ont fait cocus !

A présent qu'ils sont solidement installés au pouvoir, que le patronat s'est soumis à leur direction, qu'il tend même à s'intégrer à eux, que leur Plan régit l'économie, il n'y a plus de crises, ce qui est très bien, mais leur Plan a également rationalisé notre exploitation. Faute, à nous, d'avoir vulgarisé la revendication du « salaire unique », ces messieurs ont pu piller la production en s'attribuant des salaires fabuleux sans que personne songe à protester. Résultat : pour une production qui selon les secteurs, a doublé, triplé et même quadruplé, notre salaire horaire (en pouvoir d'achat) est resté à peu près le même qu'il y a trente ans ; la semaine des 40 heures à salaire plein reste à reconquérir, alors que nous devrions en être, comme les Américains, aux 35 heures ou comme les ouvriers de la presse parisienne aux 30 heures ; les syndicats, qui ont perdu la confiance ouvrière, sont redevenus squelettiques et les élections pour les délégués et pour les Comités d'entreprise, là où la force syndicale fait défaut, ne sont que d'ignobles mises en scène patronales ; si les chefs, au lieu de jouer les adjoints-Flic, usent à présent de diplomatie, les cadences, elles, malgré la cybernétique et parfois à cause d'elle, usent les hommes et les femmes avant l'âge ; seuls les congés payés, nécessité moderne pour que l'usure ne devienne pas catastrophique, ont été développés en une véritable industrie nationale.

Les jeunes qui dominèrent la manifestation syndicale du 17 mai, auront peut-être besoin de moins de courage physique que les militants d'avant Juin

36, mais tout autant de fermeté de caractère et plus encore de vigilance pour reprendre efficacement l'éternel combat des dirigés contre l'égoïsme des dirigeants.

Maurice LIME.

N.L.D.R. — Nous rappelons aux anciens qui voudraient se retremper dans l'atmosphère de Juin 36, et aux jeunes militants qui désireraient connaître par une évocation vivante ce sommet du mouvement ouvrier français, que le roman de notre ami Maurice LIME, *Les Belles Journées*, qui peint dans un style direct et savoureux cette passionnante époque, est à leur disposition aux :

Editions Syndicalistes, 21, rue Jean-Robert, Paris-18°. C.C.P. 21.764.88, Paris. Prix : 5 F.

Parmi nos

## LETTRES

### Grève des médecins ?

D'un camarade médecin :

*Dans la « R.P. » de mars, Péra remarque qu'il y a des gens qui ne sont pas de vrais prolétaires (professeurs, etc.), des gens qui, aux temps héroïques, n'avaient pas assez d'imprécations contre les ouvriers quand ceux-ci faisaient grève, mais qui font maintenant, à qui mieux mieux, des « grèves » symboliques.*

*Péra cite « fonctionnaires, enseignants, étudiants ». Que ne cite-t-il aussi les médecins ? Il n'y a pas eu encore, en France, de grève des médecins, j'entends grève véritable, cessation de travail. Mais il est périodiquement question de cela. Or le syndicaliste résolu que je suis n'en est pas partisan.*

*1° La grève serait principalement dirigée contre l'administration de la Sécurité Sociale, au sujet de laquelle il y a à dire, en effet. Or en quoi les Caisses souffriront-elles du fait que, pendant quelques jours, elles ne recevront pas de « feuilles de maladie », cependant que cotisations salariales et patronales continueront à affluer ?*

*2° La grande victime sera le public. On a remarqué que pendant la grève des médecins belges la mortalité générale n'a pas sensiblement augmenté. Bien sûr. Seulement l'individu malade ne se considère pas, et n'est pas considéré par son entourage, comme un élément statistique. Il compte par lui-même.*

*Soit le cas, éminemment fréquent, d'une famille où l'homme vient d'être frappé d'apoplexie. Le médecin appelé sait bien qu'il n'a pas la guérison dans sa trousse, ou à la bille de son stylo. Mais, s'il est arrivé dans le groupe anxieux, il se trouve être le seul personnage à ne pas être complètement désorienté, à connaître un peu la question. Il sait qu'un grave pari est engagé. Sans cacher le risque, il lui est facile de citer des cas nombreux à évolution favorable (par exemple celui de Pasteur frappé d'hémiplégie à 40 ans). Et surtout il peut éviter l'application de mesures nocives (saignées abondantes répétées) ou absurdes (ouvrir un pigeon vivant sur la tête du malade). Il peut obtenir que le malade soit mis dans les meilleures conditions pour guérir, si telle est la possibilité offerte par la nature du mal. (« Je le pensai, Dieu le guarit » a dit, bien avant nous, Ambroise Paré.)*

*Quand il quitte la maison, a-t-il fait œuvre inutile ? Et ne serait-il pas coupable de ne pas l'avoir fait, par solidarité avec une action inefficace ?*

*En vérité, les catégories sociales non directement prolétariennes n'ont pas à penser que l'arme qui a été efficace aux mains de prolétaires directement exploités par des capitalistes peut être étendue sans discrimination.*

*Il leur appartient de trouver, sans copier les prolétaires, leurs propres moyens de défense.*

# GRÈVES DE MARINS

Le vieux marin que je suis est fort intéressé par la grève des marins britanniques.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit, pour les Britanniques, d'obtenir la limitation de travail que les marins français ont revendiquée en 36 et 37 et qui est pratiquement passée dans les faits pour eux, dix ans plus tard, après la guerre. Les données du problème étaient celles-ci : la durée du travail est légalement limitée (40 heures, depuis 1936) ; or les marins en mer sont riviés à leur lieu de travail, et ne connaissent ni dimanches ni fêtes légales. Ils ont besoin de compensations. Les compensations ont été obtenues sous forme de congés longs (environ quatre mois annuels) qui permettent au marin d'avoir une certaine vie familiale.

Voilà ce que revendiquent les marins anglais. La revendication est d'autant plus justifiée que la rotation des navires est de plus en plus rapide ; les séjours dans le port d'attache arrivent à se réduire à quelques dizaines d'heures, en sorte que s'il n'y a pas débarquement, le marin n'est jamais chez lui.

Inutile de dire que tous mes souhaits sont pour le succès des Britanniques. Par solidarité humaine d'abord. Et aussi parce que leur succès éliminera un argument que les armateurs avaient beau jeu d'opposer aux marins français, celui de la concurrence internationale difficile à soutenir du fait que les « charges sociales » pesaient beaucoup moins sur l'armement étranger.

\*\*\*

Je suis beaucoup moins à mon aise pour parler de l'autre grève, celle que font actuellement (début juin) les marins français, à Marseille.

Il s'agit de l'attitude du prolétariat devant le progrès de la production.

Quelle que soit la production envisagée, le progrès technique consiste en la réduction du travail nécessaire à l'obtention du produit. Or, dès qu'on atteint une certaine échelle, « moins de travail » implique moins de travailleurs. D'où un certain aspect anti-progressiste, conservateur, de la masse ouvrière. (Au XIX<sup>e</sup> siècle des ouvriers du textile ont brisé des métiers d'un type nouveau. Et depuis lors, sans qu'on aille jusque là, toutes les innovations dans ce domaine ont suscité des réactions ouvrières au moins méfiantes.)

Il y a donc une donnée de base, primaire, incontestable, à laquelle les ouvriers sont très sensibles :

« Progrès entraîne chômage ».

Or au delà de la donnée primaire il y a une contestation, un fait, d'au moins égale importance : les travailleurs que le progrès dégage d'une production sont réemployés soit par l'extension de la production initiale elle-même, soit par une autre production. La distribution de l'eau urbaine se fait aujourd'hui par gravitation. Les descendants des porteurs d'eau d'il y a cent cinquante ans ne sont point, de ce fait, de malheureux chômeurs.

...Or un progrès — qui a d'ailleurs bien tardé — vient d'être réalisé sur les bateaux. Ils commencent à être, comme on dit, « automatisés »... C'est mal dit puisque, de toute façon, il faut des hommes à bord. Mais il faut moins d'hommes qu'auparavant. Exemple : Enfin !, un marin, sur la passerelle pourra commander directement le régime du moteur : « plus vite », « moins vite », « en arrière », etc. comme le fait tout conducteur de canot à moteur ou de péniche, sans être obligé de passer par le stupide système de télégraphe, qui transmettait un ordre à un homme dans la machine.

Donc il y aura en bas un homme de quart de

moins. Donc trois hommes de moins embarqués (puisque pour faire 24 il faut trois fois huit).

Et ceci n'est qu'un point parmi tout ce qu'on pourrait dire à propos de l'automatisation des navires.

Or, à Marseille un armement (la Transat) a décidé d'employer, sur la ligne de Corse, des navires du type que nous venons de dire. Le premier d'entre eux, le Fred Scamaroni est prêt à entrer en service. Mais il ne part pas : les marins sont en grève. Ils s'opposent à ce que l'effectif embarqué soit moindre que sur les navires non automatisés.

On a ainsi une situation impossible : les marins n'ont pas tort dans l'immédiat ; les armateurs ont raison à terme.

La seule conclusion possible est que les armateurs devraient faire des concessions nécessaires dans l'immédiat.

J. PÉRA.

## LES DIRIGEANTS DE L'U.G.T.A. ne veulent plus être des "SYNDICALISTES DE SERVICE"

Ça ne va plus, en Algérie, entre les tenants du régime et les dirigeants syndicaux. Ceux-ci ont eu beau accepter le rôle dirigeant du parti, et souscrire à tous les empiètements du pouvoir sur les prérogatives syndicales, la vie n'a pas tardé à leur démontrer que l'on ne peut pas à la fois servir les maîtres et leurs exploités.

Placé, selon ses propres termes « entre le marteau et l'enclume », le secrétariat national de l'U.G.T.A. vient de présenter un rapport dans lequel il se plaint d'être l'objet des reproches des travailleurs pour son manque de combativité pour la satisfaction de revendications qu'ils estiment légitimes et des dirigeants du F.L.N. qui l'accusent de créer de l'agitation.

Et il rappelle opportunément que, pour lui, socialisme signifie : politiquement pouvoir aux travailleurs et économiquement propriété collective des moyens de production...

Or, quelle est la situation actuelle ?

« Quel est le pouvoir exercé par ceux qui produisent ? Aucun, pas même dans le secteur autogéré, où pourtant des textes existants accordent aux producteurs une place prépondérante... »

Et voici ce que cela donne :

« En matière de salaires et de traitements, le principe « à travail égal, salaire égal » reste à appliquer. Il existe une anarchie telle que le nomadisme empêche l'économie de fonctionner rationnellement et régulièrement. L'éventail des salaires va souvent de 1 à 15.

« La minorité des privilégiés résidant dans la capitale ou dans les grandes villes, et qui vit nettement au-dessus des moyens du pays, s'oppose à l'instauration du socialisme en Algérie. Bien placée, que ce soit dans les rouages de l'administration, du commerce ou du parti, elle bloque toute tentative pour progresser dans la voie socialiste.

« Peut-on concevoir qu'un ouvrier agricole puisse travailler dans l'enthousiasme quand son « salaire » ne lui est pas payé des mois durant, alors que le fonctionnaire chargé de représenter l'Etat roule en voiture, portefeuille garni ? »

Quant aux rapports entre l'U.G.T.A. et le F.L.N., on avoue « que les seuls rapports avec le secrétariat exécutif (du F.L.N.) depuis son installation ne le furent qu'à l'occasion de rappels à l'ordre, de restrictions, d'interdits... »

« Nous disons simplement : il faut reconnaître à l'organisation la place qu'elle doit occuper, le rôle qui lui revient. Nous ne pouvons risquer et l'impopularité de la part des travailleurs et l'hostilité du pouvoir. A aucun prix nous n'accepterons non plus d'être les liquidateurs du mouvement syndical algérien, comme nous ne pouvons accepter d'être « les syndicalistes de service » si répandus en Afrique. »

# Notes d'Economie et de Politique

## LA FIN D'UN MONOPOLE

La bombe qu'a fait exploser la Chine au cours de ce printemps, peut-elle être appelée une bombe à hydrogène, ou non ?

Je n'en sais trop rien. Ce que tout le monde reconnaît, cependant, c'est que cette bombe contenait des « éléments thermonucléaires » ; or, si elle comprenait de tels corps, c'était bien pour que se produise une réaction thermonucléaire, et si celle-ci a eu lieu, comme chacun semble l'admettre, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas appeler cette bombe une bombe à hydrogène puisqu'il s'y est produit la réaction fondamentale qui caractérise une telle bombe.

En tout cas, qu'il s'agisse d'une bombe à hydrogène ou d'une bombe à « éléments thermonucléaires », cette réussite chinoise a une portée immense qui dépasse de beaucoup son importance militaire — bien que celle-ci soit loin d'être négligeable.

Rappelez-vous, en effet, ceci : l'explosion de la première bombe atomique française a eu lieu en 1960, celle de la première bombe à hydrogène française, aura lieu au plus tôt fin 1966 et, plus probablement, en 1968 seulement, tandis que la première bombe atomique des Chinois date de 1963, et leur bombe à hydrogène de 66, ce qui signifie que les Chinois ont mis la moitié moins de temps que les Français, ou même moins encore pour passer de la bombe à fission à la bombe à fusion. 3 ans, au lieu de 6 ans minimum !

Et cela, alors que les Français ont été jusqu'à hier, à l'avant-garde de la science occidentale, alors que ce sont eux qui, avec Becquerel et Curie, ont découvert cette radioactivité dont toute la physique atomique est dérivée !

Il est par là démontré que la science n'est plus un monopole ni de l'Europe ni de l'Amérique, ni de l'Occident ni de la Russie : qu'elle n'est plus un monopole de la *race blanche*. Non pas encore toutes les races humaines, mais au moins la *race jaune* désormais y participe. Or, c'est là un événement qui bouleverse toutes les données économiques, politiques et sociales sur lesquelles le monde s'était habitué à vivre, disons depuis la Renaissance. Le progrès des connaissances n'est plus seulement le fait de cette élite relativement peu nombreuse que constituaient les peuples d'Occident ; les multitudes asiatiques vont désormais y jouer leur rôle à égalité avec l'homme blanc, et peut-être, demain l'y distanceront.

Or, c'était précisément le monopole que possédaient les Occidentaux dans le domaine de la science et de la technique qui leur avait permis de dominer le monde. De le conquérir et l'asservir. C'est pourquoi la fin de ce monopole signifie que le recul de la domination des Blancs au cours des vingt dernières années n'est pas un accident temporaire, mais un fait définitif. Les tentatives désespérées effectuées présentement par les Etats-Unis pour rétablir l'homme blanc dans sa position de maître du monde sont vouées à l'échec, et Washington s'en rend peut-être maintenant compte plus ou moins confusément, puisqu'au lendemain de l'explosion de la bombe chinoise, le ministre de la Défense des Etats-Unis, le va-t-en-guerre Mac Namara,

chef jusqu'ici du parti de la guerre, s'est déclaré subitement en faveur de négociations avec Pékin !

Il est vrai qu'on pourra objecter que les Chinois n'ont fait jusqu'ici qu'imiter les Européens, leur emprunter leurs connaissances, car il est bien vrai que ce ne sont pas eux qui ont découvert les phénomènes physiques et les procédés techniques qu'ils produisent ou utilisent. Ils ont fait des bombes atomiques, ils ont fait une bombe à hydrogène, mais ce ne sont point eux qui ont obtenu les premiers la fission de l'atome d'uranium ou la fusion des atomes de deutérium...

Plus encore ! ce n'est pas en Chine, mais en Amérique que les savants ont étudié et ceux-ci n'ont fait que ramener et appliquer en Chine ce qu'ils avaient appris dans les laboratoires américains.

Tout cela est exact. Mais il faut ajouter qu'à la science d'aujourd'hui, des Chinois, alors qu'ils travaillaient en Amérique, ont largement contribué. Rappelons seulement qu'il y a quelques années, c'est à deux Chinois des universités américaines qu'est allé le prix Nobel de physique, cependant qu'auparavant, entre les deux guerres, si mes souvenirs sont exacts, c'est également un Asiatique, non un Chinois il est vrai mais un Japonais, qui découvrit par le calcul l'existence des particules élémentaires fondamentales que la technologie américaine, avec ses puissants moyens, permit par la suite de produire et d'observer.

Par conséquent, s'il est bien vrai que les Asiatiques ont appris des Occidentaux tout ce que ceux-ci avaient découvert durant les siècles précédents, s'ils n'ont pas eu à refaire par eux-mêmes toute la chimie depuis Lavoisier, ou toute la physique depuis Faraday, il n'en est pas moins certain qu'ils ont contribué aux plus récents progrès de la science la plus élaborée, et qu'il n'y a donc pas de raison pour qu'ils ne participent point, avec les savants occidentaux ou sans eux, à ses progrès futurs.

La prodigieuse ascension des Japonais dans les domaines scientifique, technique et économique au cours de la seconde moitié du siècle dernier avait déjà eu de quoi émerveiller et, dans une certaine mesure, épouvanter l'Europe, mais on était alors porté à considérer le Japon comme un cas exceptionnel : ces îles étroites, montagneuses, parsemées de volcans et secouées de terribles tremblements de terre, et qui, cependant, étaient largement peuplées, constituaient en quelque sorte un paradoxe géographique ; on ne s'étonnait donc pas trop que celui-ci se doublât d'un paradoxe ethnique.

Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement du Japon ; il ne s'agit plus d'un cas exceptionnel, d'un petit peuple plus ou moins anormal ayant poussé l'extravagance jusqu'à constituer un îlot civilisé au milieu d'un océan barbare ; il s'agit de la Chine, c'est-à-dire de l'Etat le plus étendu, le plus peuplé, le plus caractéristique de l'Asie. Avec la Chine, c'est le cœur même de l'Asie qui entre dans le domaine de la civilisation occidentale, ou, plus exactement, dans le monde des connaissances occidentales, monde où les Asiatiques sont devenus, en quel-

ques années, les égaux de leurs maîtres, en attendant, peut-être de les surpasser demain.

Or, disons-le tout net : qui a la science a le pouvoir. L'Europe, répétons-le, a dominé le monde durant tous les premiers siècles de l'époque moderne parce qu'elle était seule à posséder la science; maintenant qu'elle doit la partager avec l'Asie, il ne lui est plus possible de dominer l'Asie, et si l'Asie la surpasse un jour dans le domaine de la connaissance, ce sera alors l'Asie qui dominera l'Europe. Tel est le message que nous apporte l'explosion de la bombe chinoise.

Mais cette explosion nous montre également autre chose.

Cette autre chose est ceci : la science, l'industrialisation, le progrès technique, même s'ils sont empruntés à d'autres pays, ne s'implantent et ne se développent chez un peuple donné que si ce peuple a préalablement transformé profondément sa structure politique et sociale par une révolution politique et sociale.

En effet, ce n'est qu'après la révolution de 1868, qui y détruisit le régime féodal, que le Japon put s'assimiler les conquêtes intellectuelles et techniques de l'Occident; et ce n'est qu'après s'être délivrée du régime bourgeois du Kuomintang, que la Chine est aujourd'hui capable de rivaliser avec l'Occident dans le domaine de la physique atomique.

Il est donc, par là, démontré une fois de plus, que tout se tient dans le progrès humain, qu'il n'est pas de progrès intellectuel sans progrès social, pas de révolution intellectuelle sans révolution sociale.

La science moderne, la technique moderne sont nées au lendemain de ce grand mouvement social et politique que fut la Réforme; la révolution industrielle prit naissance dans cette Angleterre qui fut le premier pays européen à accomplir sa révolution politique, puis cette même révolution industrielle prit tout son essor, concurremment avec la science, au lendemain de la grande révolution française.

L'exemple, aujourd'hui, de l'Asie dont les deux seuls pays qui ont accompli leur révolution (1), le Japon et la Chine, sont les seuls à avoir acquis un niveau scientifique et technique comparable à celui de l'Occident, les autres pays d'Asie, même l'Inde, en étant réduits à végéter aussi bien techniquement que politiquement à l'ombre de l'Amérique, montre que même lorsqu'il ne s'agit pas de créer la science, mais seulement de l'acquérir et de se l'assimiler, la révolution politique et sociale est le stimulant qui seul est capable de déclencher les mécanismes intellectuels nécessaires.

(1) On peut faire aussi un curieux parallèle, qui ne résulte peut-être pas d'une simple coïncidence.

L'Angleterre, qui est le premier pays européen à avoir fait sa révolution (1648), est une île, tout comme le Japon, qui fut le premier pays asiatique à avoir fait la sienne. La Chine, qui fut le second pays asiatique à faire sa révolution, un siècle après le Japon, tout comme la France, qui fut le second pays européen à faire sa révolution, un peu plus d'un siècle après l'Angleterre, fait vis-à-vis à l'Angleterre — et la France était alors le pays le plus peuplé de l'Europe, comme la Chine est actuellement le pays le plus peuplé d'Asie. Enfin, et c'est là le plus important, de même que la seconde révolution européenne, celle de la France, fut beaucoup plus profonde et d'une portée bien plus étendue que celle de l'Angleterre, la révolution chinoise fut d'une tout autre envergure que celle du Japon.

## LA FONCTION HISTORIQUE DE M. DE GAULLE

On se demande parfois comment il se fait que M. de Gaulle a pu s'imposer au peuple français durant plus de sept années, et qu'il continuera à s'imposer pour je ne sais combien d'années encore.

C'est bien simple.

La raison en est que ce Monsieur répond admirablement à un besoin du peuple français : le besoin de se payer de mots et de s'en payer d'autant plus qu'il n'a rien de plus substantiel à s'offrir.

Il est certain que, durant des siècles, la France fut une « grande puissance »; mais il est non moins certain que depuis juin 1940, elle ne l'est plus.

Non seulement, en 40, son armée a été battue par l'armée allemande, mais elle s'est laissée faire prisonnière, presque tout entière, à peu près sans combattre.

Qui plus est : durant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis lors, la France n'a connu que des défaites.

Or, si la défaite est une chose embêtante pour tout le monde, elle l'est particulièrement pour les Français habitués à se croire, depuis des siècles et particulièrement depuis cent cinquante ans, le premier peuple du monde. Alors, c'est bien simple; pour s'assurer la maîtrise sur le peuple français, il suffit de recouvrir ses défaites d'oripeaux verbaux qui leur donnent l'apparence de victoires.

Or, c'est précisément en cela que M. de Gaulle excelle. C'est avec toute la pompe et toute la morgue de Louis XIV qu'il est capable de consentir aux plus honteuses capitulations. Le bon peuple, qui ne voit jamais que les façades, conclut de la pompe et de la morgue de son représentant, qu'il a remporté une grande victoire.

Dès la guerre de 40, M. de Gaulle avait compris la musique.

Dans l'immense lutte qui mit aux prises à partir de 42 les deux moitiés du monde, le rôle de la « France libre », de ses quelques soldats et de son chef, fut à peu près négligeable. Mais, en s'opposant violemment et superbement... en paroles, à Churchill et surtout à Roosevelt, à propos de broutilles, M. de Gaulle donnait l'impression qu'il était leur égal. Que c'était lui et son quarteron de soldats qui remportaient la victoire !

Lorsque la paix vint, il tenta quelque chose de plus substantiel : agrandir le territoire français par l'annexion de la Sarre et de la vallée d'Aoste. Mais les vrais vainqueurs de la guerre ne consentirent point à ce que la France fût ainsi récompensée... de sa défaite; et comme, d'autre part, les Français ne s'en ressentaient pas du tout pour se battre pour Aoste ou pour mourir pour Saarbruck, M. de Gaulle laissa tomber.

Et du même coup... il tomba.

Il démissionna mais chercha à continuer la même politique au moyen d'un parti, le R.P.F. Cependant, la défaite du R.P.F. aux élections devait bien vite montrer à M. de Gaulle que les temps du général Boulanger étaient révolus, qu'il n'était plus possible de galvaniser les Français pour une quelconque « revanche ».

M. de Gaulle fit donc « retraite ». Retraite durant laquelle il put méditer à son aise sur l'attitude qu'il lui faudrait tenir, si l'occasion lui était donnée de revenir au pouvoir, s'il vou-

lait y rester. Il réalisa qu'il lui faudrait accepter tous les abandons, consentir à toutes les défaites, mais à la condition, tout comme dans les années 40, de masquer les abandons et les défaites par une débauche de cocoricos. C'est au chant de *la Marseillaise* qu'il devait effectuer les pires retraits. Il lui faudrait conduire lui-même la retraite et chanter lui-même *la Marseillaise*.

Or, tout comme la défaite de 40, la décomposition de l'empire colonial français allait précisément lui offrir l'occasion d'appliquer cette politique.

Dien-Bien-Phu avait définitivement prouvé que la France n'était plus capable de maintenir ses colonies dans son obéissance. Mais ce pauvre Mendès-France, dans son innocence, s'était contenté de constater le fait et d'en tirer, en ce qui concernait l'Indochine, les conséquences. Erreur majeure ! Le peuple français est prêt à accepter toutes les défaites, mais à la condition qu'on les lui présente comme des victoires !

De Gaulle comprit alors que son heure allait sonner. Lui aussi « braderait » l'empire, et sur une tout autre échelle que Mendès, mais il la braderait en fanfare, et le bon populo n'entendrait que la fanfare. Pour cela, à vrai dire, il fallait être un peu magicien. Un magicien du Verbe. Mais c'était précisément ce qu'il était.

La guerre d'Algérie lui fournit l'occasion de montrer son savoir-faire. On l'avait mis au pouvoir pour conserver l'Algérie à la France, mais il savait, comme tout observateur raisonnable, que cela était impossible. Il savait que l'« empire » français était foutu, que les Français étaient incapables de l'effort militaire et des sacrifices de toutes sortes que son maintien aurait exigés, mais c'était là une chose que les Français ne voulaient absolument pas qu'on leur dise ! Il fallait donc liquider l'empire, mais présenter cette liquidation comme une victoire.

Seul un comédien de première force pouvait réussir un tel tour de force. M. de Gaulle le réussit.

Il commença par le plus facile : les colonies d'Afrique noire.

Il fit voter une Constitution en vertu de laquelle ces colonies devenues autonomes ne pourraient acquérir leur indépendance qu'avec l'agrément exprès du peuple français. Mais lorsque ces colonies se furent d'elles-mêmes tour à tour déclarées indépendantes, de Gaulle s'empressa de reconnaître le fait accompli sans aucune consultation du peuple français, s'asseyant ainsi délibérément sur la Constitution qu'il venait de faire voter.

Puis ce fut le coup de maître : la liquidation de l'Algérie. De Gaulle trouva le moyen de leurrer durant des années les Français d'Algérie et l'armée française, en proclamant à bouche que veux-tu, partout, sur les places publiques comme dans les popotes d'officiers, que l'Algérie demeurerait indissolublement liée à la France et qu'on ne négocierait jamais avec des « rebelles » qui n'auraient pas préalablement déposé leurs armes...

Puis, un beau jour, lorsqu'il eut bien brouillé les cartes, de Gaulle se rendit aux « rebelles » avec armes et bagages, traitant d'égal à égal avec leur « gouvernement » sans que les hostilités aient cessé, acceptant tout l'essentiel de leurs exigences, mais avec de tels airs de grand seigneur, d'un seigneur qui condescendrait à accorder à ses manants les faveurs qu'ils sollicitent, que, passez muscade ! la guerre d'Algérie, aux yeux de la plupart des Français, s'achevait par une victoire française !

Rares furent les Français de France, même parmi les plus « patriotes », qui refusèrent de se laisser abuser. Il y eut bien quelques défections de généraux, quelques attentats, mais cela ne servit qu'à souligner l'isolement de ceux qui ne voulaient s'en tenir qu'aux faits, et non aux paroles.

Après que l'affaire algérienne eut été ainsi terminée et que la France n'avait plus grand-chose à perdre, le rôle de liquidateur de l'empire assumé par M. de Gaulle se trouvait terminé. Il lui fallait donc, pour rester au pouvoir, trouver autre chose. Autre chose de la même veine. Ne faire courir aucun risque réel aux Français, car le Français ne veut plus consentir à aucun risque, mais, en même temps, donner satisfaction à leur besoin de patriotisme... verbal. Alors de Gaulle revint à son ancien truc : emmerder ses alliés. Car, n'est-ce pas, puisqu'on dit « Merde aux Américains ! », puisqu'on chasse leurs soldats du sol français, puisqu'on fait ami-ami avec les ennemis de Washington, c'est qu'on est une « Grande Puissance », un Etat absolument indépendant, qui n'a besoin de l'aide de personne... mais on a bien soin de préciser en même temps que l'on reste l'allié de l'Amérique et des autres pays du pacte atlantique, parce que les Français se sentiraient fort mal à l'aise s'ils se trouvaient privés de la protection du parapluie atomique américain.

Etre petit, mais paraître grand, tel est donc tout le secret de la politique de M. de Gaulle. Politique infantine ! Mais qui lui assure la réussite car elle comble le désir secret des Français : lâcher tout, mais avoir l'air de ne rien lâcher.

R. LOUZON.

## Les néo-colonialistes s'affrontent

Il y a longtemps que l'Egypte convoite la Libye, mais depuis que ce pays est devenu riche en pétrole la convoitise égyptienne ne fait que s'accroître. Mais comme Nasser ne peut pas envahir ouvertement la Libye, il essaye la méthode qu'il a pratiquée au Yémen. Cette méthode consiste, selon la formule du néo-colonialisme, à envoyer des agents en Libye dont la mission est d'organiser un mouvement destiné à renverser le roi, son gouvernement, et d'installer un gouvernement pro-nassérien qui fera appel ouvertement à l'aide militaire de l'Egypte. C'est comme cela que ça s'est passé au Yémen.

En Libye, cette méthode a, pour le moment, échoué. En effet, comme nous l'apprend « l'Observateur du Moyen-Orient » du 6 mai dernier, 245 officiers et hauts fonctionnaires, sympathisants de l'Egypte ont été arrêtés en Libye. Avec l'aide d'agents égyptiens, ces hommes préparaient le renversement du gouvernement libyen et l'instauration d'un gouvernement anti-occidental.

Le même numéro de « l'Observateur du Moyen-Orient », nous apprend que le front national anti-nassérien s'est réuni quelque part en Tunisie avec la sympathie du gouvernement tunisien. A cette réunion assistaient non seulement des Egyptiens en exil, mais aussi d'autres qui venaient d'Egypte. Le but de ce front est, bien entendu, de renverser Nasser et d'instaurer en Egypte un gouvernement pro-occidental, ou tout au moins neutre.

Comme on le voit, les néo-colonialistes se rendent la pareille. Il n'y a pas de doute que derrière Nasser il y a la main de l'impérialisme russe et derrière Bourguiba celle de l'impérialisme américain.

## CONSEQUENCES DE LA PROPRIÉTÉ IMPERSONNELLE

Donc, comme nous venons de le voir, sous l'effet du développement des forces productives, la propriété personnelle se transforme en propriété impersonnelle. Cette transformation n'est pas un phénomène local, elle est générale et universelle. Naturellement son degré de développement n'est pas le même partout : très avancé aux Etats-Unis, il l'est beaucoup moins en France et en Italie ; presque total dans la grande industrie, il est à peine amorcé dans l'agriculture. Le fait est que la tendance, le mouvement de l'histoire est bien celui de la transformation de la propriété personnelle en propriété impersonnelle. Et cette transformation entraîne des conséquences que nous allons maintenant examiner.

La première conséquence de la propriété impersonnelle, c'est que la propriété perd son caractère individuel pour prendre un caractère collectif. En effet, « la prétendue personne morale, écrit un juriste, n'est qu'une masse de biens appartenant à un groupe d'hommes et soumis au régime de la propriété collective... La personnalité morale est un procédé de technique juridique qui dissimule l'existence de la propriété collective... » (1) Cela est surtout vrai pour la société anonyme dont la dispersion des actions finit par atteindre un tel degré que le caractère collectif de la propriété devient nettement apparent. Non seulement les actionnaires finissent par être des millions, mais encore ils se situent de plus en plus loin du siège de la société dont ils sont actionnaires et sont de plus en plus dispersés géographiquement. En outre, avec la cessibilité des actions possible à tout instant, les actionnaires changent constamment. Naturellement le caractère collectif de la propriété impersonnelle des sociétés par actions n'est pas universel, c'est-à-dire qu'il ne s'étend pas à toute la société. Il est limité aux seuls actionnaires et, d'autre part, pour être actionnaire il faut disposer d'un minimum de fonds. Il s'agit donc là d'une propriété collective limitée. C'est pourquoi, elle conserve un caractère privé. Il n'en reste pas moins que la forme collective de la propriété est créée, et elle s'est créée au sein même du régime capitaliste comme conséquence de son propre développement (2) à la base duquel il y a le développement des forces productives. La propriété privée personnelle individuelle disparaît, une propriété privée impersonnelle collective lui succède.

La deuxième conséquence de la propriété impersonnelle, c'est la disparition de l'entrepreneur capitaliste qui, nous l'avons vu, représente la classe capitaliste par excellence. En effet, du fait même que la société par actions est une propriété collective, sa gestion ne saurait être attachée à une personne en vertu d'un droit de priorité, comme c'est le cas pour la propriété personnelle. Avec la propriété impersonnelle des sociétés par actions, il se produit une séparation entre la propriété, qui est collectivement répartie entre tous les actionnaires, et la gestion qui, de ce fait, ne peut être assurée que par des mandataires, lesquels ne peuvent être que des employés salariés. La fonction d'entrepreneur capitaliste est donc obligatoirement remplacée par une fonction salariale.

Cette disparition de l'entrepreneur capitaliste, nul

ne l'a mieux mise en évidence que l'économiste bien connu, Schumpeter, qui a vu là la cause fondamentale de la fin du capitalisme (3). Dans son livre, le titre même du chapitre consacré à cette question est déjà des plus significatifs : « Le crépuscule de la fonction d'entrepreneur ». Mais il vaut la peine de le citer largement :

« Cette fonction sociale est, écrit-il, dès à présent en voie de perdre de son importance et elle est destinée à en perdre de plus en plus et à une vitesse accélérée dans l'avenir... En effet, d'une part, il est beaucoup plus facile désormais que ce n'était le cas dans le passé d'accomplir des tâches étrangères à la routine familiale, car l'innovation elle-même est en voie d'être ramenée à la routine. Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes spécialisées entraînées qui travaillent sur commande... »

« Le progrès économique tend à se dépersonnaliser et à s'automatiser. Le travail des bureaux et des commissions tend à se substituer à l'action individuelle... »

« La position des entrepreneurs... se trouve menacée dès lors que la fonction remplie par eux au sein du processus social perd de son importance, et elle l'est tout autant lorsque ce déclin tient à la disparition des besoins sociaux servis par ces entrepreneurs que si ces besoins reçoivent satisfaction par d'autres méthodes plus impersonnelles... »

« L'unité industrielle géante, parfaitement bureaucratisée, n'élimine pas seulement... les firmes de taille petite ou moyenne, mais en fin de compte elle élimine également la bourgeoisie en tant que classe appelée à perdre, de par ce processus... sa raison d'être... »

« ...Sauf dans le cas... où une société est vraiment appropriée par un seul individu ou par une seule famille, la silhouette du propriétaire et, avec elle, l'œil du maître ont disparu du tableau. Nous y trouvons des dirigeants salariés ainsi que tous les chefs et sous-chefs de service... »

De son côté, M. Fossaert rappelle que « le premier type d'entreprise capitaliste, prépondérant jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et passé depuis au second rang, repose sur un capital individuel ou familial... » (4) et que la classe des capitalistes entrepreneurs ou des patrons, comme on les appelle couramment, en était l'incarnation. En effet, dit-il, « chaque patron, possesseur du capital ou gérant des intérêts familiaux, se croyait le maître de son affaire, sauf à subir la mystérieuse loi du marché. Dans l'entreprise, il décidait de l'emploi, définissait les conditions techniques du travail,

(1) Joseph Hémar : « Précis de Droit civil », Paris 1943 (p. 72-73).

(2) « Le caractère original de la situation actuelle tient au fait que la mise en question de la propriété n'est plus déduite seulement d'une doctrine. On peut se demander si elle n'est pas en train de s'imposer par l'évolution même des faits... » (Supplément annuel d'« Economie et Humanisme », 1959 : « La Propriété en question », p. 1).

(3) Joseph Schumpeter : « Capitalisme, socialisme, démocratie » (p. 229 et suivantes).

(4) Robert Fossaert : « L'Avenir du capitalisme » (p. 158).

dirigeait la production, surveillait les travailleurs, fixait leur salaire. Interprète des mouvements supérieurs du marché, il fixait ses prix, décidait du volume de ses échanges, engageait de nouveaux investissements... »

« Dans l'entreprise classique, écrit Jacques Gascuel, c'est le propriétaire qui entreprend et qui dirige, et il est responsable sur ses biens... Bref, dans l'entreprise normale... il y a un patron. Dans la société anonyme, pratiquement, il n'y en a pas... Seul l'ensemble des actionnaires est propriétaire et cet ensemble n'existe, juridiquement, en temps normal, qu'une fois l'an, lors de la réunion de l'assemblée générale... Une fois close l'assemblée générale, le véritable propriétaire disparaît, il n'a plus voix au chapitre... » (5)

Oui avec la propriété impersonnelle, l'entrepreneur capitaliste, le patron propriétaire disparaît. Et cette disparition s'inscrit tellement dans la logique de l'évolution des forces productives, que Marx et Engels l'avaient déjà mise en évidence.

Engels écrit à ce sujet dans son ouvrage connu sous le titre « D'Anti-Dühring » (6) :

« ... La transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et propriété d'Etat montre que la bourgeoisie (7) n'est pas indispensable pour cela. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont actuellement remplies par des employés salariés. Le capitaliste n'a plus d'activité sociale, hormis celle d'encaisser des revenus, de détacher des coupons et de jouer à la Bourse... »

Ainsi avec la transformation de la propriété personnelle en propriété impersonnelle, la fonction d'entrepreneur capitaliste se transforme en fonction salariale. Sans doute les directeurs qui dirigent les sociétés par actions sont-ils souvent actionnaires eux-mêmes, parfois ils sont les principaux actionnaires, c'est notamment le cas à l'origine du développement des sociétés anonymes. Cela ne change rien au fait que la fonction de capitaliste entrepreneur a disparu. Les transformations sociales n'impliquent pas la disparition des individus qui incarnent les vieilles institutions. Un salarié qui s'établit à son compte est toujours le même individu, socialement il n'est plus le même : il a cessé d'être un salarié pour devenir un travailleur indépendant. Inversement, un travailleur indépendant qui sombre dans le salariat est toujours le même individu, socialement il est autre. Dans le passage du féodalisme au capitalisme, le seigneur féodal, qui a perdu tous ses privilèges féodaux et exploite ses terres avec le concours de salariés, n'est plus un féodal mais un capitaliste bien que ce soit toujours le même individu.

Les transformations sociales n'ont pas pour objet de supprimer les individus. Lorsque cela se produit, comme c'est le cas dans les révolutions violentes, ce n'est qu'un accident dû aux circonstances dans lesquelles s'effectue la transformation sociale. Le but de celle-ci est de modifier les rapports sociaux et de supprimer, non les individus, mais les fonctions sociales attachées aux anciens rapports sociaux. C'est pourquoi, la transformation de la fonction de capitaliste entrepreneur en fonction salariale est une transformation sociale, même si les individus ne changent pas.

La suppression de la fonction de capitaliste entrepreneur entraîne à son tour une autre modification : la séparation de la propriété d'avec la gestion de l'entreprise. Avec la propriété personnelle, propriété et gestion sont inséparables puisque c'est le capitaliste entrepreneur, propriétaire de l'entreprise, qui la gère. Il en est le patron et l'animateur, il conduit son affaire comme il l'entend, ne se heurtant qu'à des limites extérieures imposées par

le marché ou la législation. Il en est tout autrement avec la propriété impersonnelle car ici il n'y a pas un propriétaire mais des milliers, des dizaines de milliers, parfois des centaines de milliers et même des millions de propriétaires. Et ces propriétaires se situent dans la majorité des cas hors de l'entreprise au fonctionnement de laquelle ils ne participent en rien. Théoriquement, en tant que propriétaires, ils ont le droit de disposer de leur entreprise comme bon leur semble. Mais leur nombre et leur dispersion font que leur droit de disposition « se limite à l'action que possède son porteur. Les installations industrielles, les avoirs de la société représentent un capital affecté à un but de production sur lequel il (l'actionnaire) n'a plus prise ». Sans doute possède-t-il un droit de gestion, « mais ce droit il ne peut l'exercer qu'au sein d'assemblées générales où il subit la loi de la majorité et à travers un conseil d'administration ». (8)

Plus l'actionariat se développe, plus le nombre d'actionnaires augmente, plus les actionnaires sont dispersés géographiquement, plus la séparation entre la propriété et la gestion s'agrandit. Elle s'agrandit à tel point que l'actionnaire finit par n'être plus qu'un simple prêteur d'argent ou un spéculateur qui joue en bourse et que l'entreprise acquiert une autonomie complète par rapport à lui (9). Si bien que, et cela est une conséquence extrêmement importante, la notion même de propriété n'a plus de sens pour l'entreprise (10). En effet, « peu à peu la propriété devient moins le fait de l'homme que celui de l'entreprise, et ses destinées, comme celles de l'entreprise, sont déterminées par le jeu des forces collectives dominant la production et la consommation... La société de capitaux, en principe nourrie par la propriété indivi-

(5) Jacques Gascuel : « Dégradation du profit », Paris 1941 (p. 129 à 131).

(6) Frédéric Engels : « M. Dühring bouleverse la science », édition Costes, tome III, p. 43, Paris 1933.

(7) Dans la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle le mot bourgeoisie désigne les capitalistes entrepreneurs, c'est dans ce sens qu'Engels l'emploie ici. Voir dans la première partie de cet ouvrage le chapitre consacré à la définition des classes sociales.

(8) « La propriété en question » dans « Economie et Humanisme », supplément annuel 1959, (p. 7).

(9) « ... Leur nombre souvent très élevé, leur dispersion et... leur ignorance de la vie des affaires en général ou des contingences particulières à l'activité de la société dont ils sont les propriétaires, en font une masse disparate et inorganisée qui n'a pas, dans la plupart des cas, la compétence voulue pour assumer la direction et la gestion de l'entreprise. Par ailleurs, la société étant une personne morale peut avoir et a le plus souvent des objectifs qui lui sont propres et des intérêts qui ne coïncident pas nécessairement avec ceux des actionnaires. Il faut donc que ceux-ci délèguent une partie de leurs pouvoirs à un nombre plus restreint de personnes, les administrateurs, qui composent le conseil d'administration. » (Jean Chamboulive : « La Direction des sociétés par actions aux Etats-Unis », Paris 1964, p. 13).

(10) « La structure politique d'une nation est grandement affectée par l'élimination d'une multitude de petites et moyennes entreprises dont les propriétaires gérants, ainsi que leurs parents, clients et obligés pèsent lourd dans la balance électorale et exercent sur ce que nous pouvons appeler la « classe des cadres » une influence que ne sauraient jamais obtenir les dirigeants d'une grande société : les fondements mêmes de la propriété privée et de la liberté de contracter se dérobent dans un pays où les manifestations les plus vivantes, les plus concrètes, les plus significatives de ces droits disparaissent de l'horizon moral du public. » (Joseph Schumpeter : « Capitalisme, socialisme, démocratie », p. 240).

duelle, en principe destinée à lui profiter, n'est pas à rigoureusement parler propriété individuelle, mais patrimoine d'affectation, et patrimoine d'affectation souvent intégré dans un système plus étendu... (11). Si bien que ceux qui gèrent l'entreprise, comme ceux qui y travaillent, finissent par en devenir les véritables maîtres.

C'est aux Etats-Unis que ce phénomène est le plus visible, car c'est là que les sociétés par actions ont atteint le plus grand degré de développement. Le conseil d'administration des sociétés anonymes comprend deux sortes d'administrateurs : ceux qui occupent une fonction rémunérée dans la société (inside directors) et ceux qui n'en occupent pas (outside directors). Les premiers sont les véritables maîtres de la société et leur proportion dans les conseils d'administration peut s'accroître d'autant plus facilement que les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires (12). « Des études faites par Berle et Means en 1933, écrit M. Chamboulive, il ressort que l'actionariat des administrateurs de cent cinquante sociétés est inférieur à 2%. Cette tendance a pris naissance après la crise de 1929. Elle est allée en s'accroissant. » Cela tend évidemment à élargir la séparation entre la direction de l'entreprise et la propriété incarnée par les actionnaires. « ...L'accroissement démesuré des pouvoirs confiés aux dirigeants, note le même auteur, se traduit dans les faits par la place prépondérante qu'occupent dans les conseils d'administration les « inside directors »... » (13)

Si on ajoute à cela les pouvoirs que les travailleurs acquièrent de plus en plus dans les entreprises à travers les conventions collectives et la législation sociale et les règles imposées aux sociétés par la législation, l'entreprise tend à devenir complètement indépendante de la propriété.

Cet aspect de la question a fait et fait l'objet de discussions aussi aux Etats-Unis en raison même du développement pris par les sociétés par actions. « Un grand nombre d'études, écrit M. Buchanan (14), des sociétés aux Etats-Unis ces dernières années ont montré, d'abord, que la propriété des actionnaires est largement diffusée parmi de nombreuses personnes dont aucune ne détient une grande quantité du capital total; et ensuite, que la proportion des actions possédées par les directeurs et administrateurs est tout aussi faible. Sur la base de ces deux faits, il a été largement argué que le moment était venu de reviser toute notre façon de penser au sujet des relations des actionnaires avec leurs représentants, les administrateurs et directeurs, et la situation de la société dans une économie de prix et de profits... Si les administrateurs et directeurs des grandes sociétés n'ont que peu d'intérêt de propriété dans l'entreprise et si le restant de la propriété est largement diffusé, le groupe de contrôle (administrateurs, directeurs et, peut-être, les affiliés bancaires) a plus à gagner pour lui-même en employant le profit autrement que de payer le maximum de dividendes aux actionnaires... »

Il est évident qu'avec les grandes sociétés ayant des millions d'actionnaires et utilisant abondamment le crédit obligataire, la propriété se trouve dissoute sous forme de valeurs mobilières n'ayant plus aucun rapport avec l'entreprise. Dès lors celle-ci devient un organe de l'activité économique indépendant de la propriété et le problème qui se pose est celui de sa gestion.

Ainsi, après avoir transformé la propriété personnelle en propriété impersonnelle, l'évolution capitaliste dissout la propriété elle-même. Cette dissolution de la propriété elle-même est encore accentuée par le crédit obligataire. En effet, les sociétés anonymes peuvent émettre des obligations dans le

public et, par ce moyen, amasser des capitaux qui sont investis dans l'entreprise sans qu'ils aient un droit de propriété. Ainsi les gestionnaires trouvent là des ressources financières sans avoir besoin de faire appel aux actionnaires. Un autre phénomène qui accentue aussi la séparation de la propriété et de la gestion, c'est l'autofinancement. L'autofinancement signifie que les gestionnaires investissent une partie des bénéfices au lieu de les distribuer aux actionnaires.

Voici, à titre indicatif, deux tableaux qui montrent l'importance de l'autofinancement. Il s'agit des bénéfices non distribués par un certain nombre de grandes sociétés.

Le premier tableau concerne la France et se rapporte à la période de l'entre-deux-guerres. Il nous donne les bénéfices réalisés, distribués et non distribués des 50.000 plus grosses sociétés françaises en milliards de francs courants (15).

	Bénéfices réalisés	Bénéfices distribués	Bénéfices non distribués
1921	7,8	3,903	3,9
1922	9,6	3,742	5,9
1923	10,7	4,323	6,4
1924	12,5	5,957	6,5
1925	12,5	7,288	5,2
1926	16,0	8,589	7,4
1927	15,5	9,168	6,3
1928	17,7	10,292	7,4
1929	18,0	11,823	6,2
1930	15,6	11,441	4,2
1931	12,8	9,121	3,7
1932	10,1	5,335	4,8
1933	9,5	6,000	3,5
1934	8,8	6,884	1,9
1935	8,3	6,305	2,0
1936	9,9	7,507	2,4
1937	13,7	8,300	5,4
1938	15,5	11,650	3,9
1939	16,3	11,753	4,5

L'examen de ce tableau nous révèle que chaque année, même les plus mauvaises, tous les bénéfices n'ont pas été distribués : une partie plus ou moins importante a toujours été conservée en réserve pour l'autofinancement. Au total, c'est-à-dire en 19 ans, 91,5 milliards de francs ont été ainsi réservés à l'autofinancement, soit 37,8 % des bénéfices réalisés. (16)

Le deuxième tableau concerne les Etats-Unis et se rapporte à la période de 1940 à 1964 (17). Il s'agit des bénéfices des sociétés après prélèvement des impôts et de la partie de ces bénéfices qui a été mise en réserve. Les sommes sont données en millions de dollars courants.

(11) « La Propriété en question » dans « Economie et Humanisme », supplément de 1959.

(12) Il y a cependant aux Etats-Unis un certain nombre d'Etats où les administrateurs doivent être actionnaires.

(13) Jean Chamboulive : « La Direction des sociétés par actions aux Etats-Unis », Paris 1964 (p. 23 et 31).

(14) Norman S. Buchanan : « The economics of corporate enterprise ». New York 1940 (p. 445).

(15) Marcel Malissen : « L'autofinancement des sociétés en France et aux Etats-Unis », Paris 1953 (p. 48).

(16) Puisqu'on vient de célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de 1936, il est intéressant de noter que les bénéfices de ces sociétés, qui diminuaient depuis 1930 en raison de la crise économique, se sont mis à augmenter à partir de 1936. Voilà qui prouve pertinemment que les augmentations de salaires et les avantages sociaux obtenus à la suite des grèves de juin 1936 n'ont nullement affecté les profits de ces messieurs.

	Bénéfices après impôts	Bénéfices non distribués
1940	6.486	2.443
1945	8.288	3.597
1950	22.763	13.555
1955	23.035	11.820
1958	18.764	6.406
1959	24.469	10.787
1960	22.009	7.486
1961	21.920	6.748
1962	25.009	8.484
1963	26.717	8.740
1964	31.300	11.900

Là aussi on peut constater que chaque année, même les plus mauvaises, il y a toujours eu une partie des profits qui a été mise en réserve en vue de l'autofinancement. Au total, c'est-à-dire en 25 ans, 91.966 millions de dollars ont été ainsi réservés à l'autofinancement, soit 39,3 % des bénéfices après impôts.

Cette double possibilité dont disposent les sociétés anonymes : l'émission d'obligations et l'autofinancement, renforce la séparation de la gestion et de la propriété de l'entreprise et accentue le caractère impersonnel de la propriété. Ce qui constitue une démonstration évidente que l'entreprise est une institution sociale qui pourrait très bien vivre et se développer en dehors de toute propriété.

Une troisième conséquence de la propriété impersonnelle est l'éligibilité des fonctions dirigeantes de l'entreprise. Avec la propriété personnelle, la direction de l'entreprise appartient à son propriétaire, c'est-à-dire au capitaliste entrepreneur. Ce dernier n'est pas un monsieur qu'on élit ou qu'on désigne. Sa fonction est inhérente à la forme de la propriété, elle lui appartient de droit. Et s'il ne veut pas ou ne peut pas l'occuper, c'est lui qui désigne son remplaçant, comme il désigne ses subordonnés. Il en va tout autrement avec la propriété impersonnelle. Ici, la propriété est diluée entre des milliers, voire des millions d'actionnaires. Cette propriété diluée ne peut donc se manifester que collectivement à travers une assemblée générale des actionnaires. Et la direction de l'entreprise (conseil d'administration) ne peut être désignée que par un vote de cette assemblée. Celle-ci élit le conseil d'administration et, souvent, le président-directeur général. Ce dernier gère l'entreprise sous le contrôle permanent du conseil d'administration. L'assemblée générale élit également les commissaires aux comptes dont la fonction est très importante dans le contrôle des finances de la société. Naturellement on peut discuter sur la validité et la régularité de telles élections. Il n'en reste pas moins que le principe de l'élection des dirigeants de l'entreprise est créé.

Ainsi, non seulement la direction de l'entreprise est devenue une fonction salariale, mais encore cette fonction est devenue élective. Autrement dit, au principe monarchique de l'entreprise qui caractérise la propriété personnelle, a été substitué le principe démocratique de l'élection. Sans doute s'agit-il d'élections censitaires, puisque seuls les actionnaires sont électeurs alors que le personnel et les usagers de l'entreprise ne le sont pas. Le fait est que le principe de l'élection est légalisé pour désigner la direction de l'entreprise. Cela constitue à l'échelle de l'entreprise une transformation tout aussi importante que celle qui, à l'échelle de la nation, a remplacé la monarchie absolue par le régime parlementaire. Lequel à l'origine était aussi censitaire.

L'assemblée générale des actionnaires, que l'on pourrait appeler le parlement de la propriété im-

personnelle, ne vote pas seulement pour élire la direction de l'entreprise. Elle vote aussi sur toute une série de questions capitales pour la marche de l'entreprise. Elle vote sur les modifications du capital social, sur les fusions ou la dissolution. Elle vote pour approuver ou désapprouver les comptes et la gestion. Bref, il y a là une ébauche de structure démocratique qui contraste avec le pouvoir absolu de la propriété personnelle. Et cette structure démocratique possède même sa constitution dans les statuts que toute société anonyme doit élaborer et qui régissent son fonctionnement.

A partir du moment où le principe démocratique a été introduit dans l'entreprise, deux questions se posent : sa régularité et son élargissement. Avec la dispersion des actionnaires, surtout leur dispersion géographique qui les situe souvent très loin du siège où se réunissent les assemblées, celles-ci ne peuvent pas jouer un véritable rôle dirigeant ni même de contrôle. Cela d'autant plus que la grande masse des actionnaires a acheté les actions non pour s'intéresser à l'entreprise mais pour placer son argent ou jouer en Bourse ou spéculer purement et simplement. En outre, la très grande majorité des actionnaires n'a ni les connaissances administratives, financières et surtout techniques lui permettant d'apprécier la gestion de l'entreprise. Voici, d'ailleurs, deux exemples du peu d'intérêt que portent les actionnaires à leur entreprise :

« ... A l'assemblée générale de la Ford Motor Company, du 20 mai 1961, 2.700 actionnaires sur les 236.000 enregistrés à la clôture de l'exercice de 1960 furent présents... L'assemblée générale de la General Electric, du 26 avril 1961, n'a réuni que 2.686 actionnaires sur les 440.938... » (18).

Cette impossibilité dans laquelle se trouve l'assemblée générale des actionnaires de jouer son rôle de gestionnaire pose à la fois le problème de la validité d'une telle assemblée et celui de la gestion. Et ce dernier problème pose celui de l'élargissement de la démocratie dans l'entreprise par la participation à la gestion de ceux qui apportent leur travail : les salariés de l'entreprise.

Encore une conséquence de la propriété impersonnelle des sociétés par actions, c'est la possibilité de mobiliser l'épargne, même la plus petite et la plus dispersée. Cette mobilisation peut se faire de deux façons : par l'émission d'actions et par les emprunts obligataires (19).

L'émission d'actions d'un montant peu élevé, leur diffusion en Bourse permet de mobiliser des capitaux qui, autrement, seraient restés stériles. L'émission d'obligations permet de mobiliser une épargne dispersée qui autrement n'aurait pas pu servir. Cette double mobilisation est d'autant plus grande que les actions et obligations sont d'un faible montant, et que le relèvement du niveau de vie de la population permet à une masse toujours plus grande de gens d'en acquérir.

Les emprunts obligataires, qui ne sont qu'un appel au crédit, constituent pour les sociétés par actions un avantage considérable car ils permettent d'augmenter le taux de profit comme nous l'avons démontré dans la première partie. Ils sont donc pour les sociétés par actions une source d'enrichissement importante.

(17) Statistical Abstract des USA 1965.

(18) Jean Chamboulive : « La direction des sociétés par actions aux Etats-Unis » (p. 34).

(19) « Les actionnaires ne sont pas les seuls à fournir le capital nécessaire à l'entreprise. La plupart des grandes sociétés se procurent des fonds en émettant des obligations » (Georges Ripert : « Aspects juridiques du capitalisme moderne », p. 287).

La mobilisation de l'épargne sous forme d'actions et d'obligations contribue à l'accélération de la concentration qui est aussi une conséquence de la propriété impersonnelle.

Enfin, dernière conséquence, mais non la moindre, de la propriété impersonnelle, c'est la législation sur les sociétés par actions. Déjà, comme nous le verrons plus loin, la législation économique, financière et sociale avait apporté de nombreuses restrictions à la propriété privée. Avec les sociétés par actions et surtout les sociétés anonymes, la législation pénètre profondément à l'intérieur de l'entreprise. En effet, ce qui distingue la propriété impersonnelle de la propriété personnelle, c'est que « pour une personne privée, il n'y a pas, dans l'état actuel du droit, de moyen d'isoler l'entreprise dans l'ensemble du patrimoine. Mais pour la société commerciale, la question ne se pose pas : la constitution de la société crée un patrimoine indépendant ». (20) Ce qui, naturellement, facilite le développement de la législation sur ce patrimoine indépendant. De fait la législation sur les sociétés anonymes n'a cessé de se perfectionner dans le sens d'une encadrement et d'un contrôle de plus en plus serrés par l'Etat. Sans entrer dans le détail de cette législation sur laquelle nous reviendrons plus loin, relevons les aspects les plus importants valables à peu près dans tous les pays.

D'abord les statuts. Alors que la propriété personnelle n'est pas soumise à cette obligation et se gère selon le bon vouloir de son propriétaire, la propriété impersonnelle doit obligatoirement avoir des statuts qui fixent les règles générales de son fonctionnement administratif et financier. Ces statuts, c'est la société elle-même qui les élabore, mais ils doivent être publics et un certain nombre de clauses doivent obligatoirement y figurer. Naturellement ces clauses varient d'un pays à l'autre, mais elles tendent à s'accroître. Ce qui signifie que la société ne peut pas mettre ce qu'elle veut dans ses statuts, mais doit respecter les règles imposées par la législation. Ensuite, les commissaires aux comptes dont la désignation, le rôle et la fonction sont réglementés par la loi. Enfin, l'obligation de publier le bilan et la réglementation de toute modification du capital, de toute émission d'action ou d'obligation, de la fusion et de la tenue des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.

Ainsi la propriété impersonnelle des sociétés par actions entraîne inévitablement une législation qui se resserre de plus en plus et qui, en lui imposant des règles élaborées en dehors d'elle, contribue à accentuer le caractère collectif de cette forme de propriété et à lui faire perdre totalement son caractère privé. En effet, au fur et à mesure que la législation des sociétés impose à celles-ci des règles toujours plus nombreuses et plus strictes, la propriété impersonnelle se vide de ses pouvoirs privés pour s'insérer dans une fonction sociale dont le caractère public s'accuse chaque jour davantage. Cela devient si évident qu'aux Etats-Unis une discussion s'est engagée pour savoir si les grandes sociétés anonymes sont bien des entreprises privées ou si elles ne sont pas plutôt des concessions accordées par les pouvoirs publics. (21)

Cela est la conséquence même de la séparation de la gestion de l'entreprise et de la propriété. Comme la gestion échappe de plus en plus aux actionnaires trop dispersés et que les dirigeants de l'entreprise en deviennent de plus en plus les véritables maîtres, la législation sous couvert de protéger les actionnaires s'installe toujours plus dans la gestion des entreprises.

« Dire que les grandes entreprises actuelles sont capitalistes, écrit M. Emile James (22), n'a donc

pas tout à fait le même sens qu'il y a un demi-siècle. Ce n'est plus le capital représenté par la masse des petits épargnants qui en est le maître, c'est une oligarchie de moins en moins nombreuse et de plus en plus professionnalisée... La concentration de l'autorité a aussi bouleversé considérablement la notion classique et traditionnelle de propriété. » Elle n'a pas disparu, « elle s'est répandue et divulguée sous le nom de propriété mobilière ayant pour objet les divers titres émis par les entreprises ».

Ce qui fait dire à M. Decugis que « le titre négociable a été l'instrument d'une des plus importantes transformations juridiques que le monde ait jamais vues ». (23)

Telles sont les conséquences de la propriété impersonnelle. On peut en apprécier toute l'importance en les résumant : la propriété devient collective, l'entrepreneur capitaliste disparaît et est remplacé par un salarié, la direction de l'entreprise devient élective, la gestion devient indépendante de la propriété et l'entreprise se trouve soumise à une législation qui la régent de plus en plus étroitement.

Il y a encore une autre conséquence de la propriété impersonnelle, c'est l'accroissement de la concentration du capital. Mais cela nous le verrons dans le prochain chapitre.

Pierre RIMBERT.

\*\*

*Dans le début de cette étude, paru dans notre numéro de mai, les lignes suivantes ont été sautées qui avaient leur place en tête de la page 20-116 :*

« Bien qu'il ne s'agisse pas ici de l'ensemble des entreprises, le mouvement de concentration est cependant très net. C'est ainsi que les entreprises de plus de 1.000 salariés, qui étaient au nombre...

(20) Georges Ripert : « Aspects juridiques du capitalisme moderne », Paris 1951 (p. 271).

(21) Voir S. Buchanan : « The economic of corporate enterprise », New York 1940, et Adolphe Berle and Gardiner C. Means : « The modern corporation and private property », New York 1950.

(22) Emile James : « Les formes d'entreprises », Paris 1935 (p. 216-217).

(23) Henri Decugis : « Les étapes du droit », Paris 1942 (p. 321).

## Une excellente émission

Dans l'émission « Panorama » des Actualités télévisées du vendredi 27 mai, Roger Priouret présentait : 1936 — 1953 — 1966. Il reliait ainsi, comme nous le faisons ici même, les mouvements sociaux de cette année aux journées historiques de juin 1936, puis à la grève générale d'août 53 qui souleva quatre millions de travailleurs. Il le fit non seulement avec une objectivité exceptionnelle, mais avec un respect rigoureux des faits et des circonstances. Son commentaire portait loin : c'était à la fois une leçon, un avertissement, une prévision. Un beau travail de journaliste. Nous n'approuvons pas sans discussion toutes les opinions exprimées rapidement ce jour-là par M. Priouret, mais nous ne retiendrons que cette note finale qui élève encore le débat : « Dans quelques années peut-être connaissons-nous une grève européenne ».

Et puis, ce qui ne gêne rien, bien au contraire, Roger Priouret en citant Simone Weil, agrégée de philosophie et ouvrière d'usine, ne manqua pas de dire que l'article où il prenait sa citation avait paru dans « la Révolution Proletarienne ».

LES TORTURÉS D'EL HARRACH

« Les éditions de minuit ». Préface d'Henri ALLEG, introduction de Robert MERLE.

Après la lecture de ce document, on ne se trouve pas étonné, mais écoeuré jusqu'à la nausée. Donc, ça continue : les arrestations arbitraires, les tabassages, les tortures, la baignoire, les électrodes... toute la lyre des policiers-seigneurs et saigneurs, artistes appointés du sadisme certifié conforme aux bons usages ! Voyons ! on n'est pas plus bêtes que les précédents seigneurs, pas plus bêtes que les autres !

Donc, incarcérés par la police spéciale du colonel Boumedienne, notamment à la prison d'El Harrach, des hommes et des femmes, ex-héros de la guerre d'indépendance ou Français coopérant à « l'Algérie nouvelle », ont été soumis, ces derniers mois encore, à des sévices monstrueux, mais codifiés, imités de ceux qui étaient d'usage du temps des derniers proconsuls français et des lieutenants Charbonnier. Les témoignages sont là, dans ce document bref et définitif. La cause est entendue : il n'y a pas de révolution et l'ordre règne à Alger.

Les tortionnaires ont changé, les torturés sont souvent les mêmes. Mais est-il vrai que les tortionnaires ont changé ? Henri Alleg, auteur de « La Question », qui sait de quoi et de qui il parle, écrit dans sa préface : *« J'ai connu de tels hommes en prison. Ils étaient rarement venus au combat de leur propre gré. Ils y avaient été jetés par les circonstances et mus beaucoup plus par un désir de revanche personnelle qu'ils n'avaient pas été capables de dépasser, que par la soif collective de liberté et dignité... Quelquefois, ils faisaient des projets d'avenir et se voyaient commissaires de police, officiers des services de sécurité, inspecteurs, avides de puissance et de servir les puissants... »*

Oui, il y a ça, incontestablement. Mais il faut aller plus au fond : il y a des mystiques d'autorité, des fanatismes de pouvoir qui conduisent là, inévitablement. Il n'y aura pas de révolution tant que le mouvement international ne les aura pas dégoûtés comme un poison.

Ce petit recueil bouleversant est publié par « Le Comité pour la défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie ». Hélas ! on torturait déjà sous Ben Bella !

R. G.

L'ALGERIE CAPORALISEE

de Daniel GUERIN

(C.E.S. 29, rue Descartes, Paris V°)

En tête de cette brochure, écrite avec la clarté habituelle à son auteur, mais sur le fond de laquelle je ne suis pas du tout d'accord, une citation de Fidel Castro : « Ben Bella, incontestable représentant de la volonté majoritaire du peuple ».

Dans le corps de la brochure :

P. 11 : « ... le symbolique Ben Bella, l'homme dont le nom était devenu synonyme d'autogestion et d'option socialiste. »

P. 19 : Ben Bella, symbole de la Révolution, Boumedienne, symbole de la contre-révolution.

P. 20 : « L'embryon de socialisme dont Ahmed Ben Bella a été en 1963 l'initiateur et dont il demeure aujourd'hui le symbole ».

\*\*

Je ne marche pas.

Comment marcher d'ailleurs, lorsque, dans la même brochure, on lit en particulier :

P. 5 : qu'en gros, les objectifs politiques des deux hommes (Ben Bella et Boumedienne) n'étaient pas fondamentalement différents ;

P. 6 : qu'ils entendaient, l'un et l'autre, « exercer une dictature de type bonapartiste » ;

P. 7 : que Ben Bella s'est laissé circonvenir par Mahsas et Boumaza, que Daniel Guérin nous présente comme les torpilleurs de l'autogestion ;

que Ben Bella a laissé tomber Mohamed Harbi, que Daniel Guérin nous présente comme le leader de la gauche ;

P. 8 : que les professions de foi socialiste de Ben Bella, congédiant, brimant, rétrogradant ou humiliant ses collaborateurs de l'aile gauche, de même que certains militants syndicalistes, cessaient peu à peu d'être prises pour argent comptant ;

P. 24 : que Ben Bella ouvrait dès fin 1963 des négociations avec l'opposition de droite ; etc.

Comment, dès lors, croire que le sabotage de l'autogestion était organisé « à l'insu, certes, de Ben Bella » (p. 12) — qui détenait pratiquement tous les pouvoirs — et mettre au compte d'une réaction « simple et primitive » (p. 13) le doute qui s'était glissé dans « les esprits chagrins » (p. 14) sur la sincérité et la solidité des convictions socialistes de Ben Bella ?

Comment, dès lors, ne pas sourire à l'énoncé de « la propension ( de Ben Bella ) à, finalement, prendre discrètement parti pour la base contre les bureaucrates » (p. 17),

ne pas sourire, également, de cette opposition entre la « courageuse » organisation de la résistance populaire et le « prétendu » conseil de la révolution (p. 18) — comme si tout ça n'était pas du bidon — de cette opposition entre « le visage aimable et humain de Ben Bella (qui) est à lui seul un « programme » et « celui, fermé et sournois de Boumedienne (qui) agit comme un repoussoir » (p. 17) ?

Et que vaut encore cette affirmation (p. 13) quant à « la popularité du Président demeurée intacte dans les entreprises autogérées qui fonctionnaient de façon satisfaisante, (et) chancelante dans les autres », quand on sait — et Daniel Guérin le sait et le laisse entendre à la même page — que la plupart, pour ne pas dire la quasi-totalité des entreprises autogérées sont dans une situation catastrophique et que cette situation catastrophique ne date pas du 19 juin, mais lui est bien antérieure. A cet égard, s'il est vrai que « depuis le 19 juin on assiste à une constante détérioration de la production » (p. 16), il ne faudrait pas en déduire qu'avant le 19 juin tout était pour le mieux dans la plus prospère des Algéries, et il n'est pas exact de prétendre que depuis le 19 juin « l'Algérie est paralysée par une grève perlée quasi-générale » (p. 16). La vérité est que la pagaille et le pillage continuent depuis le 19 juin comme devant, et que le remplacement de Ben Bella par Boumedienne n'a jusqu'à présent rien changé au processus de détérioration accélérée de la conjoncture économique dénoncé par Daniel Guérin et dont les premiers responsables sont Ben Bella et le mirobolant Boumaza.

Comment, par ailleurs (et par exemple), ne pas être déconcerté en lisant (p. 12) qu'un sentiment de déception et de lassitude avait commencé, un certain temps avant le coup d'Etat, à gagner certaines couches populaires et, notamment, l'avant-garde syndicaliste, et d'appréhender, deux pages plus loin, qu'à la veille du 19 juin Ben Bella était encore vénéré par la grande majorité des Algériens ?

Tout ça est bien peu convaincant et, pour ma part, je ne suis pas du tout convaincu.

\*\*

La popularité de Ben Bella ? Le 19 juin, j'étais à Constantine. Alors que la plupart des agents (algériens) du service où je travaillais possédaient des transistors, je fus le seul à apporter le mien au bureau pour ne pas rater la proclamation de Boumedienne. Les Algériens qui m'entouraient (ils vinrent tout de même assez nombreux dans mon bureau lorsque je les appelai) — presque tous ex-militants nationalistes, anciens maquisards, etc. — n'étaient que très modérément intéressés, dans l'ensemble, par ce qui était en train de se passer.

En dehors de quelques manifestations crépusculaires de gamins criant à la sauvette de maigres Ya, Ya, Ben Bella, les Constantinois restèrent amorphes. Quinze jours plus tard, j'étais à Oran où il n'y eut, je crois bien, que quatre morts, dont deux, tués par des balles perdues, n'étaient pas des manifestants. Une seule inscription « Vive Ben Bella » peinte en travers de la rue conduisant à la gare achevait de s'effacer toute seule dans l'indifférence générale.

D'« émeutes écrasées dans le sang » (p. 14), il n'y en eut vraiment (et heureusement !) qu'à Annaba, par la faute d'un officier qui avait peut-être bu (ça leur arrive) et qui perdit son sang-froid.

La vérité est que le 19 juin et les jours suivants, les masses algériennes n'ont pas été profondément agitées. A Constantine, on aurait dit que le coup d'Etat avait eu lieu sur une autre planète. Ceux qui rêvaient baroud et barricades et s'attendaient à quelque western africain, furent bien déçus.

Daniel Guérin parle (p. 14) d'une amorce de processus de démoralisation et de dépolitisation. En réalité, la démoralisation et la dépolitisation étaient totales depuis longtemps déjà. Je n'ai jamais revu de premier mai plus empaillé que le premier mai 1965 à Constantine, et celui de 1964 n'était pas déjà des plus exaltants.

Daniel Guérin prétend (p. 15) que depuis le 19 juin, de tièdes et sceptiques partisans de Ben Bella sont redevenus d'ardents ben bellistes, que l'odieuse et cruelle séquestration a rendu toute sa popularité à Ben Bella. Première nouvelle ! Pour moi, jamais les Algériens ne m'ont paru aussi dégonflés. Ben Bella ou Boumédienne, qu'est-ce que ça peut bien nous foutre, vous disent ceux qui, de moins en moins nombreux, consentent encore à parler politique avec vous ! Ben Bella, Boumédienne ? Symboles d'une Algérie où, actuellement il n'y a rien à faire.

Daniel Guérin évoque (p. 14) « l'arme empoisonnée de la déception et du scepticisme ». Empoisonnée ? Pourquoi ? et qui est l'empoisonneur ? Si les congrès de l'U.G.T.A., du F.L.N., des travailleurs de la terre, de l'autogestion industrielle ont été à tant d'égards des congrès « scandaleux », si la plaie bureaucratique s'étend et s'infecte de plus en plus, si, de plus en plus, se creuse le fossé « entre les mots et les actes, entre l'option socialiste et la pratique anti-socialiste, entre la prospérité d'une nouvelle caste dirigeante et la misère généralisée (D.G. p. 51) (\*), qui est le responsable ? Ben Bella, Ben Bella le prophète, Ben Bella, le héros ou le héraut, comme on voudra, de « la déclamation verbale et démagogique » (p. 12), Ben Bella porte-drapeau du socialisme, initiateur du socialisme ? Initiateur de n'importe quoi pourvu qu'il soit au pouvoir ! Rivalité Ben Bella-Boumédienne ? Jeux de princes et de leur clique (c'est la même !) de nullités corrompues, auxquels le peuple algérien n'a rien à voir. Il l'a montré le 19 juin et il continue.

Les Algériens « esprits chagrins » ? Ce n'est pas leur genre. L'Algérie de demain, c'est l'Algérie qui, aujourd'hui, se tait, accablée, méprisante. Aujourd'hui, l'Algérie du silence, demain, l'Algérie de la révolte !

Jean TEILHAC.

(\*) La dernière histoire qu'on raconte en Algérie : c'est une devinette : « Quelle différence y a-t-il entre Boumédienne et la misère ? — Boumédienne est colonel et la misère est générale ».

Aux Editions de DELPHES  
25, rue des Boulangers, Paris-5<sup>e</sup>

**NI DIEU, NI MAITRE**

par Daniel GUÉRIN

anthologie historique du mouvement anarchiste.

Un fort volume relié de 700 pages très brillamment composé et illustré.

Prix : 43,80 F.

En vente au « Editions Syndicalistes ».

## L'Assemblée Générale de la Coopérative

### « LES ÉDITIONS SYNDICALISTES »

L'assemblée générale de notre coopérative s'est tenue, selon la convocation statutaire, le samedi 14 mai à notre siège social.

Nous avons 110 actionnaires. La moitié étaient présents ou représentés, le quorum statutaire étant donc largement atteint.

Après la désignation de Nicolas Faucier comme président, l'assemblée a pris connaissance des comptes de l'année 1965 qui se soldent par un léger déficit. Ils furent présentés par notre camarade comptable Laurent Devarennes et certifiés par notre commissaire aux comptes Marcel Mailland. A la demande de celui-ci, un second commissaire aux comptes, le camarade Léo Guyard, a été désigné.

Le conseil d'administration initial, composé des dix premiers souscripteurs, est confirmé dans ses fonctions. Il comprend donc : Capelle, Charbit, Delsol, Faucier, Guilloché, Hagnauer, Kirsch, Marchetti, Sadik, Yvernel.

La discussion a surtout porté sur le compte rendu d'activité, principalement sur l'édition et la diffusion du livre de Faucier « La Presse quotidienne » qui peut être considéré comme un succès ; plus récemment, des brochures de « La Table Ronde syndicaliste de la Loire » et de Maurice Lime sur « Les Syndicats américains ». La diffusion en est commencée dans des conditions satisfaisantes.

L'assemblée a recherché des camarades pouvant assurer des permanences à la boutique, une ou plusieurs après-midi par semaine. Elle fait appel particulièrement aux camarades retraités ou partiellement libres pour ce travail urgent, important, dont dépend l'avenir immédiat de notre coopérative.

Les prévisions d'édition ont été étudiées. A été retenu pour examen avant décision, un ouvrage du camarade René Michaud, « Récit d'une jeunesse ouvrière du début du siècle ».

## CEUX QUI S'EN VONT

### JOSEPH BRACOPS

Nous venons de perdre un de nos vieux camarades belge, Joseph Bracops, décédé le 30 mai, à l'âge de 66 ans. Abonné de toujours à la R.P., il ne cessa jamais de nous prodiguer son soutien et ses encouragements et n'hésitait pas à nous apporter sa collaboration (parfois sous un pseudonyme) quand il avait à nous éclairer sur les problèmes de son pays, et notamment sur ceux qui concernent l'enseignement, car, instituteur, il milita activement dans la centrale socialiste de l'enseignement et devint président de la centrale syndicale des services publics.

Résistant civil sous l'occupation allemande, il fut arrêté en pleine classe devant ses jeunes élèves et déporté au bagne de Breendouck et de là, en divers camps en Allemagne pour finir à Mathausen, d'où il fut libéré par l'armée américaine.

Après la guerre, il devint bourgmestre d'Anderlecht, une des plus importantes communes de l'agglomération bruxelloise et député socialiste, où il était apprécié comme un des meilleurs spécialistes des problèmes de l'enseignement.

Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 2 juin, au milieu d'une foule énorme, évaluée à 10.000 personnes.

# LES FAITS DU MOIS

**DIMANCHE 1<sup>er</sup> MAI.** — Un chef de l'église espagnole est enlevé à Rome par des anarchistes.

A Prague, arrestation d'étudiants qui manifestaient pour la liberté et la démocratie.

En Israël, des ouvriers nord-africains réclament du travail et du pain.

**LUNDI 2.** — Les syndicats dentaires rompent leurs conventions avec la Sécurité Sociale.

La F.S.M. accorde l'autonomie à ses secrétariats professionnels internationaux.

**MARDI 3.** — Les tarifs marchandises de la S.N.C.F. sont augmentés.

En Ecosse, recul travailliste aux élections municipales.

Dans l'Etat d'Alabama, la femme du raciste Wallace est élue gouverneur.

**MERCREDI 4.** — L'U.R.S.S. signe un contrat avec la Fiat pour la fourniture de 200.000 voitures par an.

Le Front du Progrès gaulliste approuve « l'esprit » de la rencontre de Grenoble avec Mendès-France.

**JEUDI 5.** — La France restreint la durée des autorisations de survol de son territoire par les avions étrangers.

Deux opposants algériens : Lebjaoui et Ait el Hocine expulsés de France.

M. Mitterrand forme son contre-gouvernement avec MM. Guy Mollet, René Billières et Gaston Defferre.

L'Internationale Socialiste tient son 10<sup>e</sup> Congrès à Stockholm.

**VENDREDI 6.** — Près de Bédarieux, des chômeurs bloquent le train Béziers-Paris.

Fin de la grève des ouvrières de Herstal (Belgique).

**SAMEDI 7.** — Le gouvernement algérien nationalise onze mines et des « biens vacants ».

Le congrès de l'Internationale Socialiste accueille Pietro Nenni, antérieurement exclu.

**DIMANCHE 8.** — A Pékin, le « Quotidien du Peuple » accuse son ancien rédacteur en chef d'être un « antiparti ».

**LUNDI 9.** — A Berlin-Ouest, 7<sup>e</sup> congrès des syndicats allemands.

L'U.R.S.S. livre des avions à réaction et des chars à l'Algérie.

La Chine lance sa 3<sup>e</sup> bombe nucléaire.

**MARDI 10.** — A Bruxelles, accord des « Six » sur la politique agricole.

**JEUDI 12.** — Pékin accuse les U.S.A. d'avoir abattu un avion chinois sur son territoire.

Au Pays de Galles, les travaillistes perdent aux élections le contrôle de 18 communes.

**SAMEDI 14.** — Le général de Gaulle est reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par les seuls élus U.N.R.

**DIMANCHE 15.** — Grève de 10.000 marins en Grande-Bretagne.

L'épiscopat belge s'oppose à l'éviction des francophones de l'université de Louvain.

**MARDI 17.** — Grève générale en France avec manifestations de rues dans les grandes villes.

**MERCREDI 18.** — Voyage de M. Couve de Murville en Pologne.

Pékin décide de faire rapatrier d'Indonésie un million et demi de ses ressortissants.

Au Ghana, un mandat d'arrêt est lancé contre l'ancien président N'Krumah.

**JEUDI 19.** — Soulèvement bouddhiste au Vietnam contre le général Ky.

**VENDREDI 20.** — Au Congo, Tschombé est exclu du parlement.

En Israël, Ben Gourion fonde un nouveau parti.

**SAMEDI 21.** — Deux firmes françaises sont chargées de construire des usines de pâte à papier en U.R.S.S.

**DIMANCHE 22.** — 4.000 personnes manifestent à Hennebont contre la fermeture des Forges.

**LUNDI 23.** — Des communistes entrent au gouvernement finlandais.

L'état d'urgence est proclamé en Grande-Bretagne pour faire face à la grève des marins.

**MARDI 24.** — L'organe communiste belge « Le Drapeau Rouge » annonce sa disparition pour octobre.

L'O.N.U. repousse l'intervention armée en Rhodésie, réclamée par les Africains.

Au Vietnam, le général Ky promet des élections en septembre.

**MERCREDI 25.** — Fusion des firmes Ugine, Kuhlmann et Produits Azotés.

**JEUDI 26.** — L'amnistie politique restreinte est votée par les seuls gaullistes et communistes.

L'U.R.S.S. décide d'accorder un salaire fixe aux kolkhoziens.

**VENDREDI 27.** — A l'O.N.U., la Somalie réclame l'indépendance de Djibouti.

Fidel Castro proclame l'état d'alerte à Cuba et accuse les U.S.A. de volonté d'agression.

**SAMEDI 28.** — Six avions à réaction français sont abandonnés en plein vol au-dessus de l'Espagne.

Cérémonie du cinquantenaire de la bataille de Verdun, avec de Gaulle : 25.000 présents au lieu des 250.000 prévus.

**DIMANCHE 29.** — Coup d'Etat manqué au Congo-Léopoldville.

**LUNDI 30.** — Les U.S.A. lancent une fusée vers la Lune.

Les communistes de l'Est allemand renoncent aux confrontations publiques avec les sociaux-démocrates de l'Ouest.

**MARDI 31.** — Une fonderie de Montluçon occupant 310 personnes annonce sa fermeture en fin d'année.

Quatre ministre congolais accusés de complot, sont condamnés à mort.

Au Vietnam, le général Ky élargit son gouvernement à dix civils.

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1966

### RECETTES

Abonnements ordinaires .....	1.436,60	
Abonnements de soutien .....	675,—	
		2.111,60
Souscription .....		114,—
Ventes au numéro .....		56,50
Virements .....		171,40
		<hr/>
Total des recettes .....		2.543,50
En caisse au 1 <sup>er</sup> mai 1966 .....		2.034,93
		<hr/>
		4.488,43

### DEPENSES

Impression-expédition numéro de mars ..	1.505,76
Frais de voyages mars, avril, mai .....	270,—
P. et T. ....	7,25
Bandes mai .....	40,—
Virements .....	171,40
	<hr/>
	1.994,41
En caisse au 31 mai 1966 :	
C.C.P. ....	2.494,02
	<hr/>
	4.488,43

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bardin (Seine), 100 ; Bonnier (Haute-Garonne), 40 ; Boyer (Tarn), 50 ; Cailler (S.-O.), 40 ; Cateau (71), 40 ; Charbit (Haute-Garonne), 50 ; Falvire (Loire), 25 ; Finidori (Seine), 30 ; Guillorel (Var), 30 ; Guennec (94), 30 ; Kirsch (Seine), 30 ; Langue (Eure), 30 ; Malysson (Haute-Loire), 30 ; Muratet (31), 30 ; Navarro (P.-de-D.), 40 ; Taragnat (94), 50 ; Vildrac (Seine), 30. — Total : 675 F.

### SOUSCRIPTION

Mme Aduain (A.-M.), 30 ; Allot (29), 5 ; Azouit (A.-M.), 10 ; Borie (Gironde), 5 ; Farvacque (Nord) 5 ; Giry (Loire), 4 ; Guillorel (Var), 10 ; Jouhet (Vaucluse), 10 ; Mlle Maisonnet (Loire), 10 ; Ruff (Seine), 10 ; Mme Serret (Ardèche), 5 ; Soullanoux (03), 5 ; Verdellian (B.-du-R.), 5. — Total : 114 F.

# Les Editions Syndicalistes

21, rue Jean-Robert - PARIS-XVIII\*

C.C.P. 21 764-88 PARIS — Tél. 607-02-06

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants  
aux prix indiqués (ajouter 10 pour cent pour frais d'envoi) :

BAKOUNINE :		M. MARTINET :	
La Liberté (choix de textes) .....	3.—	Culture prolétarienne .....	8.—
C. BOURGIN et P. RIMBERT :		P. MONATTE :	
Le Socialisme .....	2.50	Trois scissions syndicales .....	7.20
G. BOUTHOU :		D. MOTHE :	
La Surpopulation dans le monde .....	12.—	Militant chez Renault .....	12.—
P. BROCHON :		G. NAVEL :	
La chanson sociale de Béranger à Brassens .....	5.50	Travaux .....	4.50
M. COLLINET :		— Parcours .....	7.50
Esprit du syndicalisme .....	6.60	— Chacun son royaume .....	12.—
J. CORNEC :		H. POULAILLE :	
Laïcité (illustré par J. Effel) .....	16.—	Le Pain quotidien .....	6.—
A. CUVILLIER :		P.-J. PROUDHON :	
Un journal d'ouvrier : « L'Atelier » (1848) .....	5.—	Justice et liberté .....	7.—
J. DANOS et M. GIBELIN :		A. PRUDOMMEAUX :	
Juin 36 .....	6.—	Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919) .....	3.—
N. FAUCIER :		M. RAGON :	
La Presse quotidienne : ceux qui l'inspirent, ceux qui la font .....	15.—	Histoire de la littérature ouvrière .....	5.—
J. GUEHENNO :		A. ROSMER :	
Caliban parle .....	4.—	Moscou sous Lénine .....	6.—
D. GUERIN :		— Le mouvement ouvrier pendant la guerre, Tome I .....	25.—
L'Anarchisme .....	3.—	— Le mouvement ouvrier pendant la guerre, Tome II .....	30.—
— Où va le peuple américain .....	6.—	V. SERGE :	
— Front populaire, révolution manquée .....	18.50	Naissance de notre force .....	4.—
R. HAGNAUER :		TALES :	
Les joies et les fruits de la lecture .....	6.—	La Commune de 1871 .....	8.—
— L'expression écrite et orale .....	9.45	J. VALLES :	
V. KRONSTADT :		L'Enfant, le bachelier, l'insurgé .....	10.20
Marxisme et dialectique .....	3.—	S. WEILL :	
M. LABI :		La condition ouvrière .....	4.80
La grande division des travailleurs ....	27.75	ZEMLIAK :	
L. LECOIN :		U.R.S.S. : Etat-patron tout-puissant ....	8.—
Le cours d'une vie .....	18.—		
M. LIME :			
Les belles journées (L'épopée de juin 1936) .....	5.—		
— Métro : Place des Fêtes .....	9.—		
— Le Maire du palais .....	15.—		
LISSAGARAY :			
L'histoire de la Commune .....	32.—		
ROSA LUXEMBOURG :			
L'accumulation du capital .....	8.—		
— La Grève générale : Parti et syndicats .....	2.—		
R. LOUZON :			
La Chine : ses trois millénaires d'histoire, ses cinquante ans de révolution .....	5.—		
J. MAITRON :			
Le syndicalisme révolutionnaire .....	6.—		
— Ravachol et les anarchistes .....	4.95		
— Histoire du mouvement anarchiste en France .....	15.—		
— Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : Tome I, de A à C ....	48.—		
— Tome II, de D à L .....	57.—		
— Tome III, de M à Z .....	57.—		

aux EDITIONS SYNDICALISTES  
les œuvres de

Maurice DOMMANGET

historien du mouvement social  
ex-secrétaire général de la Fédération  
Unitaire de l'Enseignement

— HISTOIRE DU 1er MAI .....	7,50 F
— L'ENSEIGNEMENT SOUS LA COMMUNE .....	8,20 F
— LE CURE MESLIER : un curé athée et communiste sous Louis XIV (publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique) .....	30,00 F

Nota. — En s'adressant aux « Editions Syndicalistes », on peut demander et obtenir de payer en plusieurs fois, compte tenu du prix relativement élevé de certains ouvrages.